Vol 17 # 24 • Du 13 au 19 Décembre 2023 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LE GRAND BLUFF DE LA CARICOM


Voir page 3

Il n'y a rien à attendre des pourparlers en cours qui ne sont que du bluff pour tromper davantage les masses populaires et continuer la ruine du pays

AU KENYA, UNE MISSION DE POLICE « POUR QUOI FAIRE » EN HAÏTI ?


Voir page 4

Il y a un passage dans les sections 107 et 108 de la loi sur le service de la police nationale, qui stipule qu'elle peut, de manière très discrétionnaire, être déployée à l'extérieur du pays à la demande d'un gouvernement







Impossible de finir avec les crises sans se débarrasser de la tutelle !

Par Berthony Dupont

On s'étonnera qu'il n'y ait aucune crise politique réelle ou sérieuse en Haïti. En réalité, ce qui existe dans le pays n'est pas un fait nouveau, ni un accident de l'histoire. Il s'agit tout bonnement de la décadence du néocolonialiste et d'une dynamique contradictoire de la souveraineté qui jamais ne peut favoriser l'émergence d'un Etat fort.

L'une des conséquences de l'ingérence de certaines grandes puissances ou du moins de la domination de la Communauté internationale ou des politiques d'aide au développement des gouvernements occidentaux est d'engendrer un processus de dépendance taillé sur mesure basant sur l'exploitation et l'oppression des populations qui ne profite finalement qu'aux intérêts capitalistes.

Mais ce qui est bizarre, pour masquer leurs propres irresponsabilités face à la violence, la précarisation, la misère, le chômage et la pauvreté qu'ils ont créés et structurés au sein de la population, ils s'adonnent à leurs sports favoris que sont : la déstabilisation, coup d'Etat, changement de gouvernements ou de régime qu'ils qualifient après de crise politique.

En fait, s'il y a crise politique et sociale en Haïti, c'est le système capitaliste, dans l'ensemble corrompu jusqu'à la moelle, qui est en dégradation. En un mot qui a échoué. Ce système a détruit toutes les institutions tant publiques que privées. Les entreprises commerciales locales comme il a détruit l'enseignement et l'agriculture jusqu'à la sécurité sociale et sanitaire, une des sources de l'insécurité criminelle. C'est ce système en tant qu'arme de destruction massive qui nous a conduits à la situation catastrophique actuelle.

Ce système nous a créés un tas de fossoyeurs. Mais l'histoire nous enseigne « *qu'il ne faut jamais juger un individu à travers ce qu'il dit mais à travers ce qu'il fait* ». Prenons l'exemple de ce menteur patenté qu'est André Michel du SDP (Secteur Démocratique et Populaire). Hier, il gargarisait pour un changement de rupture avec le système et critiquait à boulets rouges le Président Jovenel Moise. Mais aujourd'hui, où est passé l'avocat du peuple qu'il prétendait être ? N'est-il pas au pouvoir dans une alliance avec le même PHTK de Michel Martelly qu'il critiquait naguère ? Qu'est-ce qui a changé depuis ? Sa petite vie certainement, mais pas la situation du pays et encore moins celle de la masse en souffrance qu'il fuit aujourd'hui comme de la peste, par peur de se faire lyncher.

La nature de l'impérialisme ne change jamais. Toutes les négociations en cours entre le reste de la classe politique et le Premier ministre de facto avec la participation soit des émissaires américains, du Canada soit maintenant de la Caricom sont de la pure démagogie. On ne fait que tourner en rond pour aboutir au même résultat. Rappelons que la bourgeoisie en accord avec l'impérialisme avait démis en deux occasions le Président Jean-Bertrand Aristide de la présidence du pays et s'était emparé du pouvoir. Rien n'a changé pour autant.

La classe politique a combattu durant quatre ans Jovenel Moise, puis l'a assassiné après un coup d'État crapuleux avec l'appui sans doute de l'impérialisme, la situation au lieu d'améliorer s'empire avec ceux qui l'ont remplacé ! L'ironie on les associe même à des gangs comme eux faisaient autrefois pour le défunt Président. L'actuelle opposition qui s'acharne contre le laquais Ariel Henry, va à son tour commettre la pire des bêtises. Demain, va-t-on voir, le même scénario se reproduire ?

Car ils sont tous des instruments au service de la colonisation. Au fond, ils cherchent le soutien américain, en échange de leur soumission à ses intérêts. Rien d'étonnant, toutes ces mouvances politiques sont taillées pour faire prévaloir les seuls intérêts de la classe capitaliste.

A ce compte, il n'y a que deux camps qui s'affrontent. Les travailleurs, les paysans, les masses défavorisées et les jeunes conscients d'un côté ; et de l'autre, les capitalistes, avec leur arsenal humain au sein de la classe politique et que leur seul objectif est de piller, faire toujours plus de profits, avec l'appui total du gouvernement ou du régime qu'ils ont mis en place.

Tous ces politiciens en négociations sont des sans conscience qui font feu de tout bois, jour après jour, pour mieux servir les besoins de l'impérialisme, en particulier l'impérialisme américain.

En réalité, le principal responsable n'est pas le gouvernement et sa politique au service de la classe capitaliste irresponsable et de la multiplication des problèmes mais bien le patron qui les emploie pour qui, il n'existe qu'une seule règle : l'exploitation des masses. Dans ce cas, plus que jamais, une mesure s'impose.

Car, dans un monde dominé par le système capitaliste, on s'acharne toujours contre l'instrument sans jamais penser à attaquer le laboratoire : l'impérialisme.

Ainsi il faudra répondre à cette question vitale à laquelle la situation nous ramène : comment interrompre le processus de dégradation du pays et ces crises qui n'en finissent jamais ?

La réponse est de sortir de la barbarie capitaliste et du confort de la tutelle américaine dans laquelle la classe politique haïtienne s'est installée.

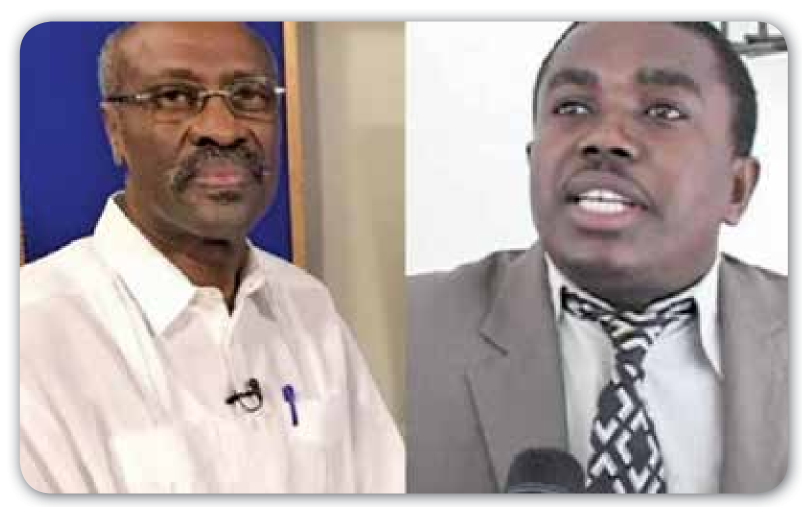
Le Grand bluff de la CARICOM



Les signataires de l'Accord de Montana se retirent du partage de gâteau



Des membres de la classe politique haïtienne à l'hôtel Montana



Le Phtk est au pouvoir et également à l'opposition. Le président du Phtk Liné Balthazar et André Michel du SDP

Par Isabelle L. Papillon

Depuis l'arrivée du Groupe des Personnalités Éminentes de la CARICOM en Haïti le mercredi 6 décembre dernier, le pays est en mode de dialogue. Un dialogue de sourds pour continuer la mascarade de négociations sous prétexte d'aboutir à un gouvernement de compromis ou d'entente entre les différents protagonistes de la classe politique particulièrement ceux du pouvoir de facto du Premier ministre Ariel Henry et ceux-là qui se réclament de l'opposition. Pour amadouer les naïfs ou les indécis dans le cadre de ces négociations, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et Brian A Nichol's, secrétaire d'État adjoint des USA pour les affaires de l'hémisphère occidental, ont chacun apporté leur soutien aux efforts de la Caricom pour aider les acteurs haïtiens à parvenir à un accord politique.

Brian A Nichol's dans un tweet a indiqué « Les États-Unis félicitent le retour du groupe des personnalités éminentes de la Caricom en Haïti. Nous continuons à soutenir les efforts visant à parvenir à un consensus sur une voie politique à suivre et encourageons toutes les parties prenantes à utiliser cette visite pour faire progresser un dialogue constructif dans l'intérêt du peuple haïtien »

Cependant, quand on entend parler de négociations, c'est du pur bluff. Ce n'est pas une activité au cours de laquelle des sujets sérieux concernant l'avenir du pays seront discutés. Des thèmes sur l'environnement, l'éducation, l'agriculture, la santé, les élections, la misère, la pauvreté et le phénomène de l'insécurité qui se propage dans tous les coins du pays. En fait, jusqu'au jeudi 14 décembre 2023, cette réunion va se tenir en vue de faciliter un accord entre les protagonistes politiques, pour une issue à la crise.

Mais ce qui est à l'œuvre à l'hôtel Montana, ressemble beaucoup plus à une rencontre de réconciliation entre les frères et sœurs de la classe politique qui n'a rien à voir avec l'avenir de la nation. Vu le décor et le déroulement de la rencontre, on est plus dans une sorte de partage de gâteau et du miel du pouvoir entre les coquins, les mesquins sous l'arbitrage et l'observation des personnalités de la Caricom.

Certains partis se sont retirés de cette dernière rencontre de fin d'année puisque les émissaires n'ont pas donné suite à leurs recommandations. Les signataires de l'accord Montana, un poids important dans le partage dans une note n'a pas manqué de critiquer les émissaires de la Caricom. Ils indiquent que ses démarches d'accord soumis entrent dans un cadre de renforcement et d'une légitimation du régime en place prenant fait et cause pour Ariel Henry au détriment de la position des autres acteurs.

L'absence de Montana et d'autres organisations tels que le Mouvement patriotique populaire dessalinien (Mopod) n'ont pas ébranlé le processus de rencontre et des négociations qui se poursuivent sous la médiation du Groupe des Personnalités Éminentes de la CARICOM.

En réaction aux réactions de ses soi-disant adversaires qui exigent non seulement un Exécutif bicéphale mais aussi sans le Premier Ministre Ariel Henry, André Michel de l'Accord du 21 décembre lui a opté en faveur d'un Gouvernement d'Union et un élargissement du Haut Conseil de Transition (HCT).

Le lundi 11 décembre, Ariel Henry a participé au dialogue, parce qu'il a la garantie des puissances impérialistes et des émissaires qu'il restera ferme au poste et fera partie de toute solution trouvée dans les négociations.

En somme, il n'y a rien à attendre des pourparlers en cours qui ne sont que du bluff pour tromper davantage les masses populaires et continuer la ruine du pays.

Qu'importe que l'exécutif soit à deux ou même à quatre têtes, avec ou sans le Premier ministre Ariel Henry, ce serait mêmement, pareillement.

Un ex informateur de la DEA condamné pour l'assassinat de Jovenel Moïse



James Solages et Joseph Vincent



Joseph Vincent a été déclaré coupable de l'assassinat

Un citoyen étasunien d'origine haitienne qui a servi comme informateur de l'Administration de Contrôle des Drogues des États-Unis ((DEA) du nom de Joseph Vincent a été déclaré coupable d'avoir participé à l'assassinat du président de Haïti, Jovenel Moïse, par un tribunal fédéral de Floride, aux États-Unis.

Joseph Vincent a changé sa version initiale et a admis qu'il avait soutenu le plan d'assassinat grâce à des actions spécifiques pour l'opération à laquelle ont participé 11 aux autres accusés.

L'homme a déclaré qu'il fournissait des conseils sur le climat politique en Haïti, et a également divulgué ses réunions avec les dirigeants locaux, où il se présentait souvent comme un lobbyiste du département d'État américain.

Vincent se faisait passer pour un employé de Washington pour obtenir des informations et collaborer avec le plan d'assassinat.

En effet, il a été prouvé que Vincent est arrivé à la résidence présidentielle au moment de l'attaque.

Nous rappelons que le jour de l'assassinat, en juillet 2021, un escadron armé a fait irruption à la résidence privée du président, dans les environs de Port au Prince.

Là, Vincent, et un autre Haïtien et Étasunien du nom de James Solages sont entrés dans le logement du président en se faisant passer pour des agents de la DEA.

Pendant que les deux soi-disant agents fédéraux des États-Unis entraient dans le logement, 11 autres accusés, y entraient aussi.

En admettant sa culpabilité, Vincent est devenu la quatrième personne à recourir à cette figure judiciaire aux États-Unis. Auparavant, l'ancien sénateur haïtien Joseph Joël John, le colonel à la retraite de l'armée de Colombie, German Rivera et le citoyen haïtien et chilien, Rodolphe, Jaar, accusé d'avoir fourni des armes et des véhicules pour l'attaque y avaient également fait appel.

À ce jour, Jaar et Riviera ont déjà été condamnés à perpétuité, alors que la condamnation de John sera annoncée le 17 décembre.

L'audience concernant Vincent est programmée pour le 9 février 2024. S'il est déclaré coupable, Vincent, 58 ans, pourrait être condamné à perpétuité.

Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 6 Décembre 2023

Au Kenya, une mission de police « pour quoi faire » en Haïti ?



Des policiers kenyans

Par Maina Waruru

Le 2 octobre 2023, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé l'envoi d'une force de police multinationale en Haïti, afin d'y rétablir l'ordre. Cette mission sera dirigée par le Kenya, qui a prévu de déployer 1 000 hommes et femmes. Mais dans quel but, et à quel prix ? se demandent nombre de Kényans.

La proposition du Kenya de diriger la force onusienne de soutien à la sécurité en Haïti, à partir de décembre 2023, n'est pas passée inaperçue et a suscité de nombreuses critiques, tant dans le pays qu'à l'étranger. L'opposition et la société civile kényanes s'interrogent notamment sur le bien-fondé de l'envoi d'une force de 1 000 hommes et femmes dans un pays lointain soumis au joug de divers gangs. Même le grand public s'interroge sur la logique qui sous-tend cette décision, sur son exécution et, plus important encore, sur les objectifs que le Kenya vise avec cette mission potentiellement dangereuse.

Le 2 octobre, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé la mise en place d'une force de sécurité, la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), dirigée par le Kenya, pour une durée d'un an, afin d'aider à rétablir l'ordre dans ce pays des Caraïbes en proie à des troubles depuis plusieurs années. La résolution autorise la mission à « prendre toutes les mesures nécessaires » pour endiguer la violence.

Le déploiement de cette force internationale bénéficie du soutien des États-Unis, de la France et du Canada, entre autres pays. Les Bahamas, la Jamaïque et Antigua-et-Barbuda, trois pays des Caraïbes, ont indiqué qu'ils participeraient à la mission, tout comme l'Espagne, le Sénégal et le Chili. Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a déclaré qu'un « recours énergique à la force » était nécessaire pour désarmer les gangs et rétablir l'ordre.

Mais que vient faire le Kenya dans cette affaire, se demande-t-on au pays ? Alors que la coalition d'opposition Azimio La Umoja a ouvertement critiqué ce déploiement, arguant que le Kenya n'a aucune obligation internationale d'entreprendre une telle mission de maintien de l'ordre, des élus proches de l'Alliance Kwanza (Kenya Kwanza, KK), la mouvance au pouvoir, ont également remis en question, dans le cadre des commissions parlementaires, la logique de cet engagement. Malgré ces réticences, le Parlement a approuvé ce déploiement le 16 novembre.



Le président Ruto entraîne le Kenya dans une mission dangereuse à l'étranger en acceptant d'être utilisé par les États-Unis et la France pour pacifier Haïti

Les menaces des gangs haïtiens

Parmi les partisans traditionnels du gouvernement du président William Ruto qui ont exprimé leurs inquiétudes quant à cette initiative annoncée en juillet 2023, certains y voient une manœuvre de diversion destinée à détourner l'attention alors que le Kenya traverse une grave crise économique. Le pays a connu ces derniers mois une hausse historique du coût de la vie, une forte dépréciation du shilling kényan et une chute vertigineuse des actions à la Bourse des valeurs mobilières (Nairobi Securities Exchange).

Les craintes sont d'autant plus importantes que la situation en Haïti, et notamment le rôle des gangs qui contrôlent la majeure partie de la capitale, Port-au-Prince, est désormais connue au Kenya. Certains chefs de ces gangs sont même apparus dans des vidéos diffusées en ligne, et on proféré des menaces, conseillant à la police kényane de se tenir à l'écart de leur pays. Nombre d'observateurs soulignent en outre que le problème de la barrière linguistique – le Kenya étant un pays anglophone, tandis qu'Haïti est francophone – pourrait fragiliser la force envoyée sur place.

Dernier écueil en date pour le gouvernement : le 10 octobre, la plus haute juridiction du pays, la Haute Cour, a décidé de suspendre ce déploiement. La bataille juridique pourrait être longue et sinueuse. L'affaire a été portée devant la Cour par trois pétitionnaires, dont Ekuru Aukot, un opposant et avocat constitutionnel, qui ont fait valoir que le déploiement proposé était à la fois inconstitutionnel et non conforme à la procédure. Les pétitionnaires soutiennent que seules les forces de défense du Kenya (Kenya Defense Forces, KDF) peuvent être déployées dans un autre pays et que le service de police nationale n'est légalement constitué que pour opérer à l'intérieur du Kenya.

Il y a cependant un passage dans les sections 107 et 108 de la loi sur le service de la police nationale, qui stipule qu'elle peut, de manière très discrétionnaire, être déployée à l'extérieur du pays à la demande d'un gouvernement, a reconnu Ekuru Aukot dans les médias locaux. C'est l'un des points essentiels de la question que nous soulevons : nous voulons que la Cour détermine quand et si le gouvernement d'Haïti a fait cette demande.

La position de l'avocat est soutenue par nombre de commentateurs politiques. L'un d'entre eux, Francis Khayundi, professeur adjoint de droit international à l'Université internationale des États-Unis, à Nairobi, a déclaré à VOA News qu'Haïti avait bien demandé de l'aide, mais pas spécifiquement au Kenya. De plus, « il n'existe pas d'accord réciproque entre les deux gouvernements », a-t-il ajouté.

« Un gadget politique »

Selon Soyinka Lempaa, un avocat des droits de l'homme basé à Nairobi interrogé par Afrique XXI, il n'existe pas de loi spécifique soutenant expressément le déploiement de la police kényane hors des frontières nationales. Il affirme que la police, en pratique et en droit, est totalement différente des KDF qui ont participé à de nombreuses missions de maintien de la paix à l'étranger. « La police ne fait pas partie des forces de défense nationale et, par conséquent, en vertu de la loi, ne peut pas être déployée en dehors du Kenya », soutient-il. En outre, « l'envoyer en Haïti reviendrait à négliger les besoins locaux en matière de sécurité au profit de la gloire internationale », ajoute-t-il.

Le ratio entre le nombre de policiers et celui des citoyens au Kenya est inférieur aux chiffres conseillés par les Nations unies : l'ONU recommande d'avoir 1 policier pour 450 citoyens, alors qu'au Kenya il y en avait 1 pour 1 150 en 2009. Les déployer dans un autre pays reviendrait à « supposer que le Kenya n'est pas confronté à ses propres défis en matière de sécurité », estime Soyinka Lempaa. Le déploiement prévu est mal conçu, ajoute-t-il, et constitue « un gadget politique pour rechercher une gloire qui ne sera peut-être pas au rendez-vous », alors que « la réalité est qu'il n'y a pas de gouvernement fonctionnel en Haïti ».

Les autorités kényanes souhaitaient initialement que la force ne surveille que les installations gouvernementales. Mais ce plan a évolué lorsque l'ONU a envoyé une mission d'enquête sur place. Celle-ci a proposé le déploiement d'une force d'intervention pour neutraliser les bandes armées, protéger les civils et ramener la paix, la sécurité et l'ordre.

Selon l'ancien ministre des Affaires étrangères du Kenya Alfred Mutua (en poste d'octobre 2022 à octobre 2023), le pays souhaiterait également aider Haïti à « reconstruire les infrastructures vitales et à établir un gouvernement démocratique stable ». En dirigeant cette force, ajoute-t-il, le Kenya cherche à acquérir une gloire et une réputation internationales, et ainsi à améliorer son image. Certains commentateurs affirment que Ruto serait surtout désireux de plaire aux États-Unis (qui se sont engagés à financer la mission), et n'hésitent pas à le qualifier de « marionnette » du gouvernement américain.

Objectif « réalisable » pour Nairobi

Une autre organisation qui a exprimé son opposition à ce déploiement est le Centre africain pour l'action corrective et préventive (African Center for Corrective and Preventive Action, ACCPA), dont le président, James Mwangi, estime que la mission pourrait être une erreur politique coûteuse pour le président Ruto. D'après lui, Haïti pourrait « être un Waterloo »1 pour le président, qui n'est en fonction que depuis un an – surtout si l'expédition tourne mal et fait des victimes parmi les policiers kényans. « Le président Ruto entraîne le Kenya dans une mission dangereuse à l'étranger en acceptant d'être utilisé par les États-Unis et la France pour pacifier Haïti », a-t-il déclaré à Afrique XXI. Autre comparaison avancée par James Mwangi : l'opération américaine « Restore Hope », en Somalie, en 1992-1994, au cours de laquelle des dizaines de soldats américains avaient perdu la vie dans le cadre d'une mission qui visait à rétablir l'ordre dans ce pays de la Corne de l'Afrique. Une débâcle qui, selon lui, a pesé dans la défaite électorale du président George Bush, en 1992.

L'ampleur de la violence, l'étendue et le niveau d'armement des gangs qui, en 2021, ont tué le président Jovenel Moïse à Port-au-Prince, pourraient dépasser les capacités de la police kényane, qui n'a pas réussi à réprimer les incursions terroristes d'Al-Chabab en provenance de la Somalie voisine, craint-il. « Le Kenya manque actuellement d'une orientation claire en matière de politique étrangère, ajoute-t-il. Dans le passé, le pays a mené une politique dynamique de non-alignement et de neutralité géopolitique dans les domaines où il n'a pas d'intérêt direct ». Pour lui, le déploiement en Haïti relève d'un « caprice ».

Le gouvernement a rétorqué, par la voix du ministre de l'Intérieur et de la sécurité nationale, Kithure Kindiki, que pour se préparer à cette tâche le Kenya avait envoyé une équipe de reconnaissance préalable en Haïti, et que celle-ci avait établi que l'objectif de la mission – affaiblir les gangs et les désarmer – serait « réalisable ». L'inspecteur général de la police, Japhet Koome, a pour sa part déclaré que la force comprendrait des officiers supérieurs et des représentants des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères. Le chef de la police a précisé qu'un deuxième exercice d'évaluation serait entrepris pour s'assurer que les exigences diplomatiques et juridiques sont respectées avant le déploiement, prévu pour décembre 2023.

Lors des débats au Parlement, le député de la majorité Nelson Koech, président de la commission Défense, a rappelé l'expérience de la police kényane en matière de lutte contre les gangs urbains : « Honnêtement, je ne vois pas pourquoi nous ne serions pas capables d'aller en Haïti. Là-bas, le pays doit affronter environ 200 gangs. Je vous rappelle qu'au Kenya, en 2017 encore, on considérait qu'il y avait 325 gangs. Notre police les a tous affrontés. »

*Journaliste indépendant basé au Kenya, Maina Waruru travaille notamment pour The Pie News et University World News.

Afrique XXI 20 Novembre 2023
Article traduit de l'anglais par Rémi Carayol.

Les mototaxis ont transformé cette communauté haïtienne. Maintenant, ils sont menacés



Le chauffeur de mototaxi Venel Blanc transporte Pierre Foguens, milieu, et Jeremie Rodney aux environs de Maniche, Haïti



Jean Vernet Mauricette, un ancien agriculteur qui exploite aujourd'hui un mototaxi, emmène l'élève Germinson Bellevue à l'école de Maniche

Par Rose Hurguelle Point du jour

Les pénuries de carburant et les prix élevés freinent les chauffeurs. Feraient-ils mieux de poursuivre l'agriculture de toute façon? Certains à Maniche disent oui.

MANICHE, HAITI — Depuis la fin de ses études secondaires, Venel Blanc travaille comme chauffeur de mototaxi, utilisant les revenus non seulement pour subvenir à ses besoins, mais aussi pour payer ses études universitaires.

Le jeune homme de 26 ans est en cinquième année d'études d'agronomie à l'Université Lumière-Les Cayes, pour réaliser son rêve de toujours de suivre les traces de son père et de devenir agriculteur. Mais plus il approche de l'obtention de son diplôme, plus ce projet reste un rêve.

Blanc dit que l'accès au crédit pour démarrer une entreprise est difficile pour les jeunes.

« Mon projet d'implanter une ferme agricole dans ma commune est resté au stade de rêve, grâce à Dieu j'ai ma moto pour m'en sortir, » ajoute Blanc, qui continue d'épargner dans l'espoir de pouvoir un jour créer sa propre ferme.

Pour plusieurs à Maniche, une communauté de plus de 20 000 personnes, la moto est non seulement une source de revenus et l'espoir de réaliser des rêves, mais aussi une bouée de sauvetage. Jusqu'en 2010, date à laquelle les motos sont arrivées dans la commune montagneuse du sud, les habitants de Maniche se déplaçaient à dos de cheval ou de mule ou à pied. Toute personne nécessitant un traitement médical devait être portée sur des civières jusqu'à l'hôpital le plus proche aux Cayes, à 14 kilomètres (près de 9 miles). Aujourd'hui, une centaine de chauffeurs de mototaxi opèrent à Maniche, aidant les enfants à se rendre à l'école, transportant les produits agricoles des fermes au marché et faisant même des courses d'urgence dans les hôpitaux.

« Un jour j'ai emmené une dame enceinte à l'hôpital aux Cayes, » dit Jean Vernet Mauricette, un chauffeur de mototaxi à Maniche, *« malheureusement elle a perdu le bébé, J'ai dû rentrer à Maniche avec la dame et le bébé mort dans ses bras; ce jour-là j'ai compris l'ampleur de notre travail pour nos clients. »*

Mais le carburant étant encore rare à Maniche, de nombreux chauffeurs de mototaxi ne sont pas en mesure d'opérer leurs services de taxi habituels, ce qui réduit encore les options de transport pour les résidents. Ceux qui travaillent dans ce secteur ont du mal à joindre les deux bouts, affirmant qu'ils n'ont pas d'autre moyen de gagner leur vie. Certains contestent cette affirmation, accusant les jeunes de tourner le dos à l'agriculture, un secteur qui, selon eux, est le véritable moteur économique de Maniche.

Après que le Premier Ministre Ariel Henry ait annoncé la fin des subventions aux carburants par son gouvernement en septembre dernier, provoquant des manifestations et des barrages routiers dans tout le pays, le carburant est devenu rare. Des gangs criminels ont bloqué le principal terminal de carburant de Port-au-Prince, empêchant la livraison de carburant aux pompes à essence et provoquant une pénurie sur le marché. Depuis que la police a repris le contrôle du terminal, le carburant est progressivement revenu aux pompes à essence du pays à un rythme irrégulier, et de nombreux propriétaires de stations-service vendent de l'essence à prix forts. Le prix fixé par le gouvernement est de 570 gourdes par gallon d'essence (environ 4 dollars américains) et de 670 gourdes par gallon de diesel (4,8 dollars). A Maniche, le gaz se vend environ 1 250 gourdes (8,96 dollars) le gallon. Les prix élevés de l'essence nuisent aux chauffeurs de mototaxi, qui sont obligés d'augmenter leurs tarifs ou d'arrêter complètement de travailler s'ils ne peuvent pas gagner suffisamment pour payer le carburant et réaliser un profit.

Anne Marie Alcidas, une infirmière qui travaille avec les femmes dans les quartiers reculés de la commune, explique qu'avant l'arrivée des motos-taxis, elle ne pouvait atteindre que cinq patients certains jours, mais maintenant elle en voit souvent plus de 15.

« Je me réjouis d'aller sensibiliser ces femmes sur les méthodes de planning familial et d'encourager les femmes enceintes à consulter un médecin dans les milieux ruraux maintenant qu'il y a les motos-taxis, » dit Alcidas, qui a remarqué une réduction de nombre de mototaxis en circulation, ce qui rend son travail plus difficile.

Mauricette, qui vit dans un abri avec sa famille depuis le tremblement de terre du 14 août 2021 qui a détruit presque tous les bâtiments de Maniche, affirme que la hausse du coût du carburant n'aide pas son travail. *« Rester à la maison et regarder mes enfants qui vivent dans un abri depuis le séisme sans pouvoir apporter de quoi les nourrir me tue,* » dit-il.

La moto a permis à de nombreux jeunes hommes, qui autrement seraient obligés de partir vers les grandes villes à la recherche de travail, de rester à Maniche. *« Maniche n'a pas d'usine, pas de magasin, pas d'hôtel ou de restaurant qui pourraient embaucher les jeunes ; il y a l'agriculture mais je n'ai pas d'argent pour le faire,* » dit Blanc, dont les revenus de taxi moto lui permettent de payer ses frais de scolarité et ses fournitures. Tout l'argent qui lui reste va à ses parents.

Mais Cherilet Labossiere, un cultivateur de 76 ans et ex membre du Conseil d'Administration de la 1ere Section Communale de Maniche (CASEC), dit que les jeunes qui font les motos-taxis au lieu de l'agriculture contribuent à la pénurie alimentaire de la région, ce qui entraîne une augmentation du coût des denrées.

« J'ai élevé mes 4 enfants en travaillant la terre, Je pouvais planter jusqu'à 72 marmites de haricots, » dit Labossiere, faisant référence à une mesure haïtienne d'un pot de haricots équivalant à 2,7 kilogrammes (5,95 livres). « Je donne tout le temps des conseils aux jeunes mais ils n'ont pas la patience pour faire l'agriculture, » ajoute Labossiere, qui travaille la terre depuis son plus jeune Age. « *Ces jeunes pensent que faire mille à deux milles gourdes par jour [7.2 to 14.35 dollars] peut les aider à sortir de la pauvreté mais ils font erreur, ils ne peuvent pas vraiment épargner, prendre soin de leur famille correctement. Maniche est une communauté qui vit du travail de la terre. Il faut persévérer pour réussir. »*

Labossière dit que sa ferme a fourni une éducation à ses quatre enfants adultes, qui ne vivent pas à Maniche et ne travaillent pas comme agriculteurs, sauf quand ils aident leur père lorsqu'ils reviennent en vacances, dit-il.

Mauricette a dû abandonner l'agriculture parce que c'était trop cher ; il a dû attendre longtemps avant de gagner de l'argent. Il dit que le coût d'une moto, qui s'élève en moyenne à environ 150 000 gourdes (environ 1 081 dollars), n'est rien comparé au coût de l'équipement nécessaire pour démarrer une ferme.

« Nos aînées pensent qu'on peut se lancer sans argent dans l'agriculture et que c'est facile. C'est faux, il nous faut de l'argent qu'on n'a pas, avec la moto on rentre de l'argent chaque jour et cela nous aide avec les dépenses quotidiennes, » déclare Mauricette, qui doit maintenant lutter pour obtenir du carburant ; la station-service la plus proche est à 8 kilomètres (5 miles) à Dolin, et l'approvisionnement en carburant n'est pas constant.

Comme d'autres chauffeurs de mototaxi, il continue d'espérer que le carburant sera régulièrement disponible au prix fixé par le gouvernement afin qu'il puisse retrouver les revenus dont il bénéficiait avant la hausse des prix de l'essence. *« J'aimerais que le carburant soit disponible dans les pompes et accessible à tous,* » dit Mauricette. « *Cette situation me tue petit à petit. »*

*Rose Hurguelle Point du jour est journaliste à Global Press Journal en Haïti.

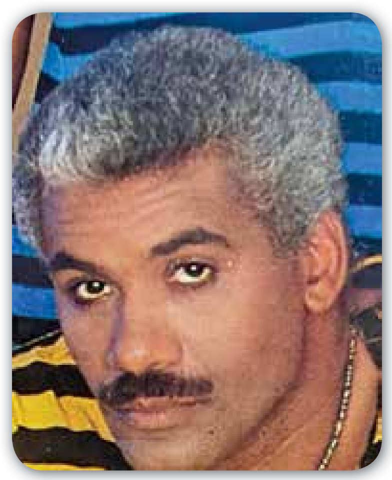
Traduit par Soukaina Martin, GPJ.
Global Press Journal
10 Juillet 2023

9 ak 10 desanm 2023 : Wonal Mez ak Zouzoul travèse

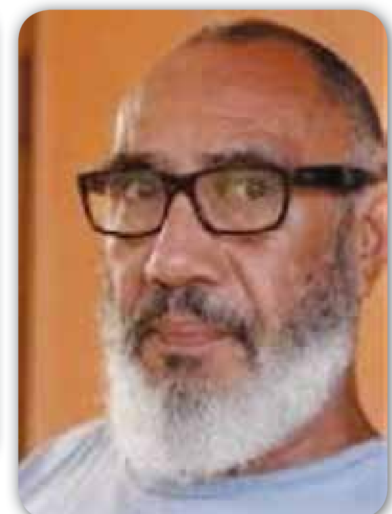


Feliks Lami

Par J. Fatal Piard



Zouzoul



Wonal Mez

Bèl ti machann ki sot lakanpay
Vini di m ki sa w pote
Mèl ti machann zye mawon
Vini di m sa w gen pou vann.
Chante Zouzoul, Eskacha

10 desanm 1948 se nan dat sa a yon bann peyi pami yo Ayiti, sou lobedyans Nasyon Zini te siyen Deklarasyon Inivèsèl Dwa Moun. Men sa fè n tonbe griyen dan nou paske se anFrans Deklarasyon sa a te siyen nan yon gwo sal Palè Chato nan vil Pari ki se kapital peyi sa a. Sa fè n ri epi tris ankò lè nou sonje kantite milyon esklav nwa menm Franse san zantray sa a yo te bay Bwa Kale nan dife lanfè lesklavaj. Omwen Nasyon Zini ta chache yon peyi ki pa gen okenn gout san okenn viktim kole ak lakòl krim nan tout fontenn li ak nan pat zago l.

Malerezman olye 10 desanm pote bon nouvèl se pito nouvèl kè kase ak kè sere l pote anpil fwa. Si n sonje byen se te 10 desanm 1991 makout nan lame makout Rawoul Sedras ak Michèl Franswa a yo te pati ak bòt jounalis Feliks Lami. Aksyon kriminèl sa a te pase mwens pase 3 lane apre panzou lame makout Sedras Michèl Frawswa a te bay prezidan Aristid ki te gen apèn 7 mwa sou pouvwa pèp la te ba l nan eleksyon 16 desanm 1990 yo.

Feliks Lami te youn nan moun ki te mete Radyo Galaksi sou pye. Militè makout ak jandam makout nan lame makout la te disparèt jounalis la kou yon kout zèklè nan lapli latousen. Se militè makout ak jandam makout nan lame makout yo menm ki te vin pran l dèyè mikwo nan estasyon radyo a ki te nan ri Pave nan epòk sa a. 32 lane apre, pesonn pa ko janm konn ki mò ki te pati ak souf jounalis la.

Lè n tande gen kèk san sèvo k pe mande retou lame kanibal la n pwofite aprann yo si menm lame makout sa a te la toujou jounen jodi a yo youn pa t ap la ankò pou yo pale de retou lame sanginè san manman san fwa ni lsan zantray yo. N sonje kou jodi a jan Manno Chalmay t ap esplike n kouman l bijo jwe kwen detan l te al jwe Okay an jiyè1989 pou militè ak jandam makout jal Avril de lage nan dengonn li kou chen anraje yo pat fiziye l gwo lajounen.

An palan de Manno, nou tout sonjen tou se te yon 10 desanm 2017 move nouvèl pikan kwenna lanmò bourade l te sot tonbe san zatann. Nouvèl pikan kwenna sa a te fè konnen pikan kwenn lanmò pase l pike fyèl gason Manno 3 fwa tik tik tik jis li te rive pete fyèl li plat. E depi l lè sa a l te mare 2 men l ak 2 pye l fòse l travèse alanaj pou peyi san chapo san l pat kite l vire gade dèyè.

Se jis Ozetazini sou kabann nan yon lopital nan Mayami lanmò te pase gason Manno kou vendik sa a ki te sasinen koukou a. Se tout militan mouvman popilè yo ak entèlèktyèl lagòch yo k te dakò gason Manno se te yon gwo rebèl nan chak gout san l. Men jou 10 desanm sa a san rebelyon an te bijo lase bòt li lage pye l. Gason Manno, ak kout vaksin rekonesans nou pap janm sispann bay memwa w bèl ochan. Anvan n fini fòk nou fè sonje gason Manno te pase kat lane kòm majistra Pòtoprens ant 1996 ak 2020.

Ochan konpa pou Zouzoul

Ochan pou ochan n ap gen anpil kout vaksin ochan pou n bay anpil atis ki travèse menm dat sa a tou. Pami yo mayestwo Jan Michèl Senviktò ki gen non atis li Zouzoul. « ***Se yon gwo pèt pou mizik Ayisyen an*** » Se ak pawòl rekonesans sa a yon lòt mayestwo parèy li ki se Fabris Wouzye aprè l fin apran nouvèl Zouzoul travèse. E, se te jou ki te dimanch 10 desanm nan Ozetazini gwo malè sa a rive gwo chantè sa a ki te gen tan travèse 78 rèkòt kafe.

« ***Zouzoul te yon gwo chantè, yon gwo kokenn mizisyen. Anplis li te yon moun kè nan men, l te konn travay di anpil tou. Se fason potorik chantè konpa sa a kanpe devan yon dyaz pou l depoze bèl vokal ki fè anpil oun dakò rekonèt Zouzoul pat yon chantè konsa konsa. Se san reflechi menm pou yon segonn li te dakò pote kole nan pwojè Ayiti Twoubadou a lè m te pale l de sa***». Se konsa mayestwo Wouzye te kontinye pale byen de atis la.

Gen moun ki te konn rele l Mesi. Menm si se pa menm Mesi n konnen m konnen an non. Zouzoul te koumanse eseye vwa l nan yon gwoup ki te rele Chlechle ki te pou Dada Djakamann anvan te al pote kole nan Eskacha. Nan minidyaz sa a l te konn chante ansanm ak Jan Eli Tèlfò ki gen ti non atis li Koubano. Jan Michèl Senviktò alyas Zouzoul, te konn chante nan anpil lòt dyaz tankou Bazouka, Noucha, Mayami òlstaz, PNP. Li lage pye l jou ki te 10 desanm nan apre yon vye maladi pongongon pase plizyè lane pe fè l monte mòn soufrans pa do.

Wonal Mez rale Zouzoul

Depi nan samdi madichon 9 desanm sa a gen yon lòt gwo atis ki lase bòt li tou. Atis sa a se pa gita l te konn kenbe tankou Manno ni mikwo tankou Zouzoul. Men se pito penso, mato, sizo, biren, l te konn kenbe pou l badijonnen tout moso twal li jwenn ak penti ou byen pou l fè eskilti ak atizana. Atis sa a se Wonal Mez li rele. Menm jan ak ak Zouzoul Wonal te gen tan wè 78 rèkòt kafe paske se nan lane 1945 manman toulede te pouse yo.

Wonal li menm ki te fèt nan Pòtoprens te eskiltè, pent, atizan epi gwo gravè. Alòs Wonal li menm te pi maton nan travay ak yon kalite penti ki rele akrilik. Kalib penti sa a gen avantaj ak enkonvenyan l paske l seche byen vit. Nan yon bat je akrilik la gen tan sèch lontan sa. Sa vle di tou fòk w kouri fè sa w bezwen fè a rapid vit. Kontrèman a penti a lwil la kip a menm bagay. W ka koumanse travay ak li kounye a w kite l w al dòmi ou byen w al regle yon lòt koze.

Apre, lè w sonje w retounen vin korije, kontinye pase men wete, mete. Si w bzwen konn plis koze sou Wonal Mez m konseye w al li yon bann tèk yon bann ekriben ekri sou atis la ak sou zèv li yo. Liv sa a rele Wonal Mez, Mitasyon-40 lane kreyasyon. Enben lanmò a menm met pye l atè tout kote nan tout peyi nèt. Wonal ak Zouzoul youn travèse nan samdi 9 lòt la travèse nan dimanch 10 desanm menm dat ak Manno n pe di l salye l pou nou si yo nan menm flò.

Se konsa nan peyi Afrikdisid gen yon ti manzè k te konn chante epi graje gita l ki travèse tou, e l te gen 36 lane sou tèt li. Se te nan lendi 11 desanm, Bulelwa Mkutukana ki gen ti non atis li Zaara te fè èrè kite lanmò konn ki kote l te kouche nan yon lopital nan Jwanesboug. Pou jan doktè yo pale se ta yon maladi azipopo yo rele epatit ki ta kouri avè l apre 3 mwa pe voye anpil gagann devan dèyè nan dèyè l. Wonal, Zouzoul, Zaara Ayiti Libète ret pou l di ale n tande paske misyon n te vin ranpli sou tè a rive nan bout li. Pa gen wout pa bwa. Alòs bon travèse tande mesyedam.

Grefye yo angrèv !



Grefye yo antre nan yon grèv manchlong

Grefye tribinal ayisyen yo ap fè yon grèv manch long, nètale san rete ki kòmanse jou madi 12 desanm 2023 la, jan Asosyasyon Nasyonal Grefye Tribinal Ayisyen yo (ANAGH) te endike nan yon lèt yo te voye bay Minis Jistis ak Sekirite piblik la Emmelie Prophète Milcé jou ki te vandredi 8 desanm 2023 a.

Yo te fè konnen Grèv sa a se pou yo mande pi bon kondisyon travay. Se grefye 18 jiridiksyon peyi a ki pral kanpe pou mande : aplikasyon konplè akò date 3 novanm 2017 ant Ministè Jistis la, ANAGH epi sendika a.



OREVWA ROSE ANDREMÈNE CIVIL « TATOUNE »



Jou madi ki te 6 Desanm 2023 vè zòn 3 zè nan maten, se gwo rèl ki te genyen nan lakou kay Fernande Civil. Pèsòn moun sou katye a pat ka imajine ki bagay dwòl ki t ap pase. Se nouvèl lanmò Tatoune ki te rive nan Zil Turck. Se te tankou kòk ki t ap chante lanjelis. Lanmò rive pote ale, etenn souf Rose Andremène Civil tout moun te konnen l sou non Tatoune a koz li t ap soufri byen lontan ak yon maladi alzaymè padan 5 lane, men li pat fè anpil tan kouche ak maladi a .

Fanm Vayan Rose Andremène Civil te pran nesans li jou ki te 15 Avril 1960 nan Ti Boukan komin Gresye. Manman li se te Dieudonne Molière, Papa l se te Charitable Civil. Andremène mouri kite 3 pitit ak 2 pitit pitit.

Antèman l ap chante Dimanch 17 desanm 2023 vè 2zè apremidi nan legliz Alyans Kretyèn Flon, ki anfas lekòl Nasyonal Flon an

Lettre des organisations de défense des droits humains en République dominicaine à Ndaba Mandela petit-fils de Nelson Mandela



Ndaba Thembekile Zweliyajika Mandela

Lors de la visite de Ndaba Mandela en République Dominicaine, des organisations lui ont fait savoir à travers une lettre que les droits fondamentaux sont bafoués « quotidiennement » dans le pays qui l'a invité.

Des organisations de défense des droits humains ont envoyé une lettre à Ndaba Thembekile Zweliyajika Mandela, petit-fils du militant Nelson Mandela, dans laquelle elles expriment leur mécontentement et leurs inquiétudes concernant le traitement réservé aux noirs en République dominicaine, puis leur expulsion vers Haïti.

Les organisations ont déclaré que les violations des droits *humains « se produisent sans que le gouvernement ne prenne aucune mesure corrective ».*

« Nous aurions aimé vous raconter comment, en République Dominicaine, un homme noir marchant dans la rue peut subir une violation de ses droits humains, les agents de l'immigration l'« accusent » d'être haïtien et, de ce seul fait, des situations peuvent survenir dans lesquelles il peut même perdre la vie, comme cela s'est produit à certaines occasions », ont-ils indiqué.

« *Nous pensons que votre présence en République Dominicaine est due aux actions de relations publiques d'un gouvernement raciste qui entend se montrer au monde comme un ami, compréhensif, solidaire de la lutte antiraciste et anti-apartheid que son grand-père a menée. Nelson, Winnie Mandela et toute sa famille ont grandi* », ont-ils ajouté.

Voici l'intégralité de la lettre :

Monsieur
Ndaba Thembekile Zweliyajika Mandela

Distingué :

Du Mouvement Afro, là où l'esclavage a commencé en Amérique et où tant d'hommes et de femmes africains ont lutté contre les Blancs colonialistes pour conquérir la liberté, nous aurions aimé vous souhaiter la bienvenue en République Dominicaine, nous aurions aimé vous exprimer, dans l'intimité d'un dialogue entre Afro-Américains, utilisé par les politiques de relations publiques d'un gouvernement raciste qui viole chaque jour les droits humains des afro-descendants, aussi bien nés en République Dominicaine que ceux nés en République Dominicaine d'Haïti.

Cet État raciste qui vous invite à parler des Droits de l'Homme, il y a 10 ans, en envoyant une note diplomatique de condoléances pour la mort du combattant antiraciste et anti-apartheid Nelson Mandela, a émis une sentence raciste, 168-13 rétroactive à 1929, qui a provoqué l'apartheid, en retirant la nationalité à près d'un demi-million de Dominicains d'origine haïtienne, parce qu'ils étaient des hommes et des femmes noirs, et qu'aujourd'hui ils vivent dans l'apatridie.

Le régime actuel du gouvernement de Luis Abinader a fermé le bureau qui aurait dû corriger modérément la violation du déni de nationalité, à travers la loi 169-14 qui permet la nationalisation par une procédure légale, ajoutant que le gouvernement, avec une politique non moins raciste, avec la Direction générale de l'immigration, persécute inhumainement les noirs pour les expulser vers Haïti. Les expulsions d'Haïtiens et même de Dominicains se font dans un processus qui ne tient pas compte des protocoles internationaux d'expulsion, du respect des Droits de l'Homme, et ils sont transportés dans des camions inadaptés aux êtres humains. Il s'agit de violations qui, indépendamment des plaintes, se produisent sans que le gouvernement ne fournisse de mesures correctives.

Le gouvernement raciste de Luis Abinader a même construit un mur d'apartheid, comme celui d'Israël contre la Palestine,

Chaque jour, on signale la séparation des familles haïtiennes dans le pays, des mères qui sont arrêtées par l'Immigration et laissent leurs enfants dans la rue. Ou, dans le cas contraire, des garçons et des filles, des écoliers entrant ou sortant de l'école ont été arrêtés et expulsés vers Haïti, seuls, sans accompagnement d'un parent ou d'un adulte.

Ndaba, nous aurions aimé vous montrer des vidéos, des photos, montrant comment, après que le président Luis Abinader a ordonné que les femmes haïtiennes enceintes ne soient pas soignées dans les hôpitaux publics, elles ont dû accoucher même dans la rue, devant les hôpitaux où elles se trouvaient nié avoir accouché.

Nous aurions aimé vous montrer des images de la gendarmerie de l'Immigration entrant dans les hôpitaux publics pour poursuivre et arrêter des femmes noires venues se faire soigner pendant leur grossesse ou emmenant leurs fils et filles pour des visites médicales ou des urgences.

Nous aurions aimé vous montrer l'horreur que subissent les familles noires dans les communautés d'exclusion, comme dans les ghettos, que l'on appelle ici bateyes, et comment la Gestapo des Migrations, dans son travail de nettoyage ethnique qui cherche une identité dominicaine sans lignée haïtienne, brise à l'aube, enfonce les portes, emmène les noirs hors de chez eux, les arrête et les met dans des camions inhumains pour les expulser vers Haïti. À ces violations des droits de l'homme s'ajoutent des plaintes pour vol de leurs objets de valeur personnels.

Nous aurions aimé vous raconter comment en République dominicaine un homme noir marchant dans les rues peut subir une violation de ses droits humains, les agents de l'immigration l'« accusent » d'être haïtien et, de ce seul fait, des situations peuvent survenir dans lesquelles il peut même perdre sa vie, comme cela s'est produit à certaines occasions.

Monsieur Mandela, nous vous aurions parlé des attaques fascistes de groupes paramilitaires qui attaquent des militants et des activités avec la complicité de la police nationale et peu importe le nombre de plaintes, la justice dominicaine n'a jamais rien dit en toute impunité.

Depuis des décennies, les travailleurs âgés de l'industrie de la canne à sucre réclament à l'État dominicain leur pension bien méritée et la réponse a été le refus et la répression.

Ndaba Mandela, à l'heure où le gouvernement raciste de Luis Abinader a même construit un mur d'apartheid, comme celui d'Israël contre la Palestine, cherchant à nous séparer davantage de la digne République d'Haïti, il n'y a pas une seule raison de venir commémorer avec une institution d'État qui, face à tant de violations des droits humains des afro-descendants, n'a jamais émis une seule ligne de plainte, de défense, d'appel au respect des droits humains des afro-descendants, qu'ils soient dominicains ou dominicains d'origine Haïtienne.

Nous pensons que votre présence en République Dominicaine est le fruit des actions de relations publiques d'un gouvernement raciste qui entend se montrer au monde comme un ami, compréhensif et solidaire de la lutte antiraciste et anti-apartheid que vos grands-parents Nelson et Winnie Mandela ont menée et dans laquelle toute votre famille a grandi.

La politique raciste du gouvernement Abinader n'a pas pu être ignorée même par son grand allié, le gouvernement des États-Unis, qui a alerté à plusieurs reprises ses citoyens "surtout ceux qui ont la peau foncée… pour qu'ils soient prudents face aux situations auxquelles ils pourraient être confrontés" en raison du renforcement des opérations de la Direction Générale des Migrations (DGM) ».





Ajoutant *«… qu'au cours des derniers mois, des voyageurs se rendant en République dominicaine ont signalé avoir été retardés, détenus ou soumis à un interrogatoire plus approfondi aux points d'entrée et lors d'autres rencontres avec des agents d'immigration en fonction de la couleur de leur peau.»*

10 ans après le départ physique du grand Nelson Mandela, qui a également marqué 10 ans d'apartheid provoqué par la sentence 168-13, nous réaffirmons que *« Chaque personne, quelle que soit la mélanine de sa peau, ses Droits humains doivent être respectés. »*

En République Dominicaine à majorité afro-descendante, les droits fondamentaux sont violés tous les jours à cause de la couleur de la peau.

Cordialement,
Acción Afro-Dominicana
Movimiento Reconoci.do
Junta de Prietas
Mujeres Socio-Políticas Mamá Tingo
Aquelarre RD
Movimiento de Mujeres Domínico Haitianas –MUDHA

Acento 8 Décembre 2023

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Conférence de presse du Premier ministre Ariel Henry à son retour de l'ONU. Il est très confiant quant au déploiement de la force multinationale

Par Catherine Charlemagne

(6e partie)

Après pratiquement une semaine passée aux Etats-Unis, à l'ONU et après avoir rencontré un nombre de dirigeants de haut niveau, le Premier ministre Ariel Henry était de retour à Port-au-Prince le samedi 23 septembre 2023 chargé à bloc, prêt, semble-t-il, à affronter les vagues ou à en découdre avec ses oppositions. Depuis l'aéroport Toussaint Louverture où il avait décidé de rencontrer la presse pour faire le bilan de son voyage à New-York, c'est nouveau pour le chef de la Transition, des badauds, des DJ, des bandes de Rara suivis de nombreux partisans drapés dans le drapeau haïtien étaient venus l'accueillir. Rassuré et sans doute confiant que c'était mission réussie, Ariel Henry s'est exprimé sur le devenir de sa demande d'intervention étrangère *« Il y avait une réunion organisée par le Département d'État où 40 pays qui comprennent ce qui se passe en Haïti, décident de contribuer au rétablissement de la paix dans le pays. Beaucoup de choses ont été discutées.*

Pour y arriver, il faudrait que le Conseil de sécurité des Nations-Unies prenne la résolution. Nous espérons que la semaine prochaine, le Conseil de sécurité des Nations-Unies se penche sur le problème de sécurité afin que des idées précises voient le jour sur des solutions au phénomène de l'insécurité. Il y a des gens qui ne comprennent pas la différence entre intervention militaire et soutien à la police. Je ne demande à personne d'intervenir pour la police haïtienne. Nous avons demandé de l'assistance à la PNH et lui donner la capacité, l'expérience pour qu'elle puisse continuer à travailler. La situation actuelle dépasse la police qui n'a pas de formation adéquate pour surmonter le problème. C'est l'une des raisons pour lesquelles, nous demandons une assistance externe pour qu'il y ait moins de morts, moins de personnes violées et moins de désordre, pour avoir un meilleur contrôle dans le pays. Des gens parlent de ce qu'ils ne savent pas. La question de sécurité ne traîne pas dans la rue.

Le problème en Haïti, chacun se comporte en spécialiste. Si je demande l'assistance externe c'est parce que notre capacité est insuffisante pour faire face à la situation. La population peut ne pas y croire. Mais, c'est la vérité » expliquait le chef de la Primature qui semble retourner avec des idées plein la tête. Conscient peut-être qu'il a toutes les cartes en main pour mener la Transition face à des oppositions qui semblent être abandonnées par la Communauté internationale, Ariel Henry paraît dessiner des plans pour son avenir politique. Persuadé sans doute que la Communauté internationale ne le lâchera pas et pourrait même le soutenir dans les initiatives qu'il compte entreprendre, le Premier ministre avait même évoqué la question du CEP pour relancer le processus électoral. *« Nous ne nous attendons pas à ce qu'il y ait un consensus général, qu'il y ait l'unanimité. Nous avons essayé de réconcilier la Nation, de regrouper les gens et de trouver une masse critique pour aller de l'avant. Maintenant, nous allons avancer, c'est-à-dire il y a des décisions que nous ne voudrions pas prendre sans l'approbation d'une grande majorité.*

Par exemple, pour monter le Conseil Electoral Provisoire (CEP), nous avons mené des consultations auprès de la Société civile, nous aurions pu publier les noms des membres officiellement mais nous avons préféré attendre un plus grand consensus pour la constitution d'un CEP. Nous ne pouvons pas, après deux ans, attendre que tous soient dans l'unanimité ; cela n'arrivera jamais. Donc, il faut commencer à avancer pour aller vers les élections. » a-t-il déclaré le samedi 23 septembre à son retour de l'ONU. Il a aussi parlé de Gouvernement d'union nationale et d'autres projets qu'il compte mettre en œuvre dans les semaines et mois à venir. Un discours qui faisait dire à plus d'un que Ariel Henry aurait l'intention de se porter candidat à la présidence d'Haïti. Mais, d'ici-là, il en reste du chemin et la route sera certainement longue, très longue même pour l'équipe de la Transition.

Certes, les américains ont fini par gagner la bataille au Conseil de sécurité des Nations-Unies le lundi 2 octobre 2023 après un rude combat mené durant des mois, de concert avec leurs partenaires. Maintenant, il reste à gagner la guerre face aux gangs en passant à la phase finale qui est le déploiement effectif des troupes sur le terrain. Pour obtenir le vote, comme on a pu le voir, cela n'a point été facile pour Washington et ses alliés. On a assisté à des manœuvres et négociations diplomatiques dignes des grands moments de la diplomatie du temps de la guerre froide. Le suspense a été total. Jusqu'au bout, le camp interventionniste s'attendait à un échec face au camp nationaliste tant les débats faisaient rage à l'ONU, puisque, après les échecs successifs des Missions de maintien de l'ordre ou de la paix en Haïti, l'on est toujours dans cette même problématique de crise politique et d'insécurité dans le pays. Un piège dans lequel la Communauté internationale ne souhaite plus tomber. Surtout, cette Mission risque de se transformer en bourbier pour les troupes qui vont débarquer.

Nous sommes le lundi 2 octobre 2023 à New-York. Après des mois de discussions et plusieurs projets de vote non retenus, ce fut enfin la « victoire » pour Washington et Port-au-Prince qui brûlaient à la fois d'impatience et d'espoir pour que ce jour arrive. Ainsi, le lundi 2 octobre 2023, les Nations-Unies ont fini par autoriser le déploiement d'une Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS) en adoptant la Résolution 2699 par 13 voix pour et deux abstentions, celles de la Russie et de la Chine. *« (…) Le Conseil autorise les États Membres qui ont informé le Secrétaire général de leur participation à constituer et à déployer, dans le strict respect du droit international, notamment du droit international des droits de l'homme, une Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité, dont un pays prendra la tête, en coopération et coordination étroites avec le Gouvernement haïtien, pour une période initiale de douze mois à compter de l'adoption de la présente résolution (…) »* peut-on lire, entre autres, dans le texte.

Contrairement à toutes les précédentes Missions de l'ONU en Haïti, celle qui sera déployée prochainement, même si c'est elle qui l'a autorisée, ne sera pas une Mission de l'ONU à proprement parler d'après la Résolution 2699 et elle n'est pas non plus financée par elle. Les financements de cette Mission viendraient des contributions volontaires des Etats et parties prenantes et les membres de la Mission sont autorisés à faire l'usage de la force. *« La Résolution décide que, pour prévenir les pertes en vies humaines, la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité peut, comme l'a demandé Haïti dans sa lettre datée du 22 septembre 2023, en coordination avec la Police nationale d'Haïti, adopter à titre exceptionnel, dans les limites de ses capacités et de ses zones de déploiement, des mesures temporaires d'urgence de portée limitée, assorties de délais, proportionnelles et compatibles avec les objectifs énoncés au paragraphe 1 ci-dessus, pour aider la Police nationale d'Haïti à maintenir l'ordre public et la sécurité publique, y compris en procédant, si nécessaire, à des arrestations et à des mises en détention, dans le strict respect du droit international, notamment du droit international des droits de l'homme, et prie les responsables de la Mission de l'informer de toute mesure qui pourrait être prise à ce titre. »*

Le plus important, l'on constate que la force multinationale est autorisée à fournir un soutien opérationnel à la police nationale à travers la planification et la conduite d'opérations conjointes de soutien à la sécurité. Autant dire que les membres de cette force internationale participeraient aux combats au côté des membres d'unités d'élite de la police haïtienne contre les groupes armés. Une option laissant supposer que, comme les policiers haïtiens, ils seront des cibles potentielles pour les gangs. Le Kenya qui dirigera la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti, sous la supervision de Washington, devra informer le Conseil de sécurité de l'évolution de la situation sur le terrain. Enfin, selon la Résolution, la Mission a une durée initiale d'une année, comme d'ailleurs, la plupart de Mission de l'ONU à l'étranger.

Volontairement, la Résolution 2699 n'a pas mentionné si c'est renouvelable ou non, mais tous les observateurs doutent que les américains ne mettent pas autant d'ardeur à obtenir l'aval des Nations-Unies pour déployer une armada militaire internationale en Haïti juste pour une durée de douze mois seulement. Alors que point n'est besoin d'être un expert militaire ou des conflits armés pour savoir qu'il est impossible de déloger tous les gangs dans leurs repaires dans ce laps de temps. Après le vote du 2 octobre 2023 relatif à la Résolution 2699 des Nations-Unies autorisant le déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS), les Etats-Unis ont été les premiers à saluer ce premier pas vers la sécurité en Haïti. Le Secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken, et la Représentante des Etats-Unis à l'ONU, Mme Linda Thomas-Greenfield, se sont donné un satisfecit et ont immédiatement remercié les gouvernements équatorien et kenyan pour leur soutien et leur partenariat solide dans cet effort.



Alfred Nganga Mutua, ministre des Affaires Etrangères du gouvernement kenyan et du Président William Ruto

Les deux responsables américains ont constaté qu'*« Aujourd'hui, le Conseil de sécurité des Nations-Unies a adopté une Résolution historique (co-écrite par les États-Unis et l'Équateur) pour autoriser une Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS) en Haïti. Le Gouvernement haïtien et la Société civile, l'ONU et d'autres partenaires internationaux réclament depuis longtemps cette Mission, qui fournira une aide internationale essentielle à la Police Nationale d'Haïti pour lutter contre la violence des gangs et ouvrir la voie à une stabilité à long terme dans ce pays. La Mission témoigne de la capacité de l'ONU à galvaniser l'action collective, mais le vote d'aujourd'hui n'est que la première étape : maintenant, le travail de lancement de la Mission commence. Nous devons agir de toute urgence, car le peuple haïtien ne peut et ne doit pas attendre la paix et la stabilité qu'il mérite »* soutient le gouvernement américain.

De leur côté, à Nairobi au Kenya, les autorités ont vite réagi et se sont enthousiasmés de ce mandat qu'accorde le Conseil de sécurité pour intervenir sur le sol haïtien. Dans un long Communiqué publié sur son compte **X,** anciennement twitter, le ministre des Affaires Etrangères, Alfred Nganga Mutua, se faisait le porte-parole du gouvernement kenyan et du Président William Ruto et salue *« L'adoption de cette Résolution qui donne le mandat d'intervenir en Haïti pour aider nos frères et sœurs qui souffrent. Ce vote est le début d'un nouveau chapitre pour les pères, les mères et les enfants d'Haïti. Un vote pour la prospérité d'Haïti et une force du bien pour la paix et la sécurité mondiale.*

Ce mandat ne concerne pas seulement la paix et la sécurité, mais aussi la reconstruction d'Haïti, sa politique, son développement économique et sa stabilité sociale » affirme le chef de la diplomatie kenyane. D'autres acteurs internationaux de la crise haïtienne et engagés dans le déploiement de la force militaire étrangère en Haïti ont, eux aussi, exprimé leur satisfaction après le vote de l'ONU. C'est le cas de la Représentante en Haïti du Secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres, et cheffe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH), Maria Isabel Salvador pour qui c'est une étape décisive *« Le Conseil de sécurité vient d'approuver le déploiement en Haïti d'une Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS).*

C'est une étape positive et décisive pour ramener la Paix et la stabilité en Haïti. Cette décision fait suite à un long plaidoyer du Gouvernement haïtien, relayé par le Secrétaire Général des Nations-Unies, partant du constat que le pays ne sortira pas de la situation sécuritaire actuelle sans un soutien international fort à la Police Nationale d'Haïti. Il est important de souligner que, contrairement aux missions internationales récemment déployées en Haïti, la MMSS n'est pas une mission onusienne (pas de casque bleus).» Le Président dominicain Luis Abinader, bien sûr, n'est pas en reste. Militant sans répit pour cette intervention étrangère, pour le chef d'Etat dominicain qui réagit quelques minutes après les autorités de la Transition en Haïti : *« Le vote de cette Résolution résonne comme des progrès significatifs pour la pacification d'Haïti. Elle doit être un processus définitif de développement institutionnel et économique pour les Haïtiens »* avait déclaré Abinader. (**A suivre**)

C.C

Motorbike Taxis Transformed This Haitian Community. Now They Are Under Threat

Fuel shortages and high prices curtail drivers. Would they be better off pursuing agriculture? Some in Maniche say yes



X Motorbike taxi driver Venel Blanc transports Pierre Foguens, middle, and Jeremie Rodney near Maniche, Haiti.



Jean Vernet Mauricette, a former farmer who now operates a motorbike taxi, takes student Germinson Bellevue to school in Maniche

by Rose Hurguelle Point du Jour

MANICHE, HAITI – Since he graduated from high school, Venel Blanc has been working as a motorcycle taxi driver, using the funds not only to support himself but also to pay his way through college.

The 26-year-old is in his fifth year of studying agronomy at Université Lumière-Les Cayes, to fulfill his lifelong dream of following in his father's footsteps and becoming a farmer. But the closer he gets to graduating, the more this plan remains a dream.

Blanc says access to credit to start a business is challenging for young people.

"My project to create an agricultural farm in my community remains in the dream stage. Thanks to God, I have my motorcycle to make a living," adds Blanc, who continues to save in the hope that one day he can set up his own farm.

For many in Maniche, a community of more than 20,000 people, the motorcycle is not only a source of income but also a lifeline. Until 2010, when motorcycles arrived in the mountainous southern commune, residents in Maniche got around on the backs of horses or mules or by walking. Anyone needing medical treatment had to be carried on stretchers to the nearest hospital in Les Cayes, 14 kilometers (almost 9 miles) away. Now around 100 motorbike taxi drivers operate in Maniche, helping children get to school, transporting agricultural products from farms to markets, and even making emergency hospital runs.

"One day I took a pregnant lady to the hospital in Les Cayes," says Jean Vernet Mauricette, a motorcycle taxi driver in Maniche. "Unfortunately, she lost the baby. I had to return to Maniche with the lady and the dead baby in her arms. That day I understood the scope of the work we do for our clients."

But with fuel still scarce in Maniche, many motorcycle taxi drivers are not able to run their usual taxi services, leaving residents with fewer transport options. Those who work in this industry are finding it hard to make ends meet, saying they have no alternative way of earning a living. Some dispute this claim, accusing young people of turning their backs on agriculture, an industry they say is the true driving force of Maniche.

After de facto Prime Minister Ariel Henry announced the end of fuel subsidies by his government in September 2022, prompting protests and road blockades throughout the country, fuel has become scarce. An armed group protesting the fuel price hike set up a blockade around the main fuel terminal in Port-au-Prince, preventing the delivery of fuel to gas pumps and aggravating a shortage in the market. Since police regained control of the terminal, fuel has gradually returned to the country's gas pumps at an irregular rate, with many gas station owners selling gas at inflated prices. The price set by the government is 570 Haitian gourdes per gallon of gas (about 4 United States dollars) and 670 gourdes (about 5 dollars) per gallon of diesel. In Maniche, gas is being sold for around 1,250 gourdes (9 dollars). The high gas prices hurt motorcycle taxi drivers, who are forced to hike their fares or stop working altogether if they can't earn enough to pay for fuel and make a profit.

Anne Marie Alcidas, a nurse who works with women in remote sections of the commune, says before the motorbike taxis arrived, she could reach only five patients some days, but now she often sees more than 15.

"I am happy to go and bring awareness to these women on family planning methods and to encourage pregnant women to consult a doctor in rural areas now that there are motorcycle taxis," says Alcidas, who has noticed a reduction in the number of motorbike taxis operating, which makes her job more difficult.

Mauricette, who has been living in a shelter with his family since the August 2021 earthquake that destroyed almost every building in Maniche, says the rising cost of fuel isn't helping his business.

"Staying at home and watching my children, without being able to bring food for them, is killing me," he says.

The motorbike has offered a way for many young men, who would otherwise be forced out to the bigger cities in search of work, to stay in Maniche.

"Maniche has no factories, no stores, no hotels or restaurants … nothing where young people could get hired; there is agriculture, but I have no money to do it," says Blanc, whose motorcycle taxi earnings allow him to pay for his college fees and supplies. Any remaining money goes to his parents.

But Cherilet Labossière, a 76-year-old farmer and former member of the board of directors of the Communal Section of Maniche, an administrative division, says young people who go into the motorcycle taxi business instead of farming are contributing to the area's food scarcity, which is leading to a rise in food costs.

"I raised my four children working the land. I could plant up to 72 pots of beans," says Labossière, referring to a Haitian measurement of one pot of beans equaling 2.7 kilograms (5.95 pounds). "I always give advice to young people, but they don't have the patience to work in agriculture."

"These young people think that making 1,000 to 2,000 gourdes [7 to 14 dollars] a day [working as a motorbike taxi driver] can help them get out of poverty, but they are mistaken," says Labossière, who has been working on the land since he was a child. They can't really save, take care of their family properly. Maniche is a community that lives off the land. You have to persevere to succeed."

Labossière says his farm has provided an education for his four grown children, who do not live in Maniche or work as farmers but help on their father's farm when they return for vacations.

Mauricette had to leave farming behind because it was too expensive; he had to wait a long time before earning any money. He says the cost of a motorbike, which averages around 150,000 gourdes (about US$1,081) is nothing compared with the cost of equipment needed to start a farm.

"Our elders think that we can start farming without money and that it's easy. It's not true. We need money that we don't have. With the motorcycle, we bring money in every day, and it helps us with our daily expenses," says Mauricette, who now struggles to get fuel; the nearest gas station is 8 kilometers (5 miles) away in Dolin, and the supply of fuel is not consistent.

Like other motorbike taxi drivers, he continues to hope that fuel will be available regularly at the price set by the government so he can return to the earnings he enjoyed before gas prices went up.

"I would like fuel to be available at the pumps and accessible to everyone," Mauricette says. "This situation is killing me little by little."

Rose Hurguelle Point du jour is a Global Press Journal reporter based in Haiti. Megan Spada, GPJ, translated this article from French. An earlier version of this story was originally published by Global Press Journal.

DÉCLARATION DU FRONT PO
LA PALESTINE: « LA RÉ



Le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) milite en faveur de la libération de toute la Palestine (Photo by Yousef Masoud/SOPA Images/LightRocket via Getty Images)



Manifestation de solidarité avec le peuple palestinien



Militants du Front populaire de libération de la Palestine

Déclaration du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) à l'occasion du 56ème anniversaire de sa création

A l'occasion du 56ème anniversaire de ses glorieux débuts.
Toutes les armes vers l'ennemi. La résistance continue !

Ô grandes masses de notre peuple palestinien,
Ô masses de notre nation arabe et islamique,
Oh tous les peuples libres et honorables du monde

Cinquante six (56) ans se sont écoulés depuis la naissance du cœur de la patrie, depuis la blessure abondamment saignante de toute la Palestine, depuis leur amour épique dans le « souffle résilient de Gaza » jusqu'aux profondeurs de l'histoire dans la « Fleur des villes ». Al-Quds] », avec les canons des générations qui battent au « cœur de la Cisjordanie » et dans le reste des villes d'Al-Jalil et d'Al-Naqab, jusqu'à la terre de nos ancêtres qui habite nos histoires, non confinée par la géographie ni dépassée par l'histoire. Exposons et affirmons que notre peuple légendaire, qui se sacrifie sans limites, mérite la vie et mérite la Palestine.

56 ans, et notre foi dans le caractère sacré de notre lutte et la justice de notre cause est renforcée. La confiance dans la capacité, la patience et la résilience de notre peuple a été renouvelée, avec une volonté ferme et une détermination inébranlable, depuis que nous sommes sortis du sein du Mouvement nationaliste arabe. Le 11 décembre 1967, la naissance de la réponse révolutionnaire a marqué une saison qualitative, un tournant historique dans la lutte de notre peuple et une réponse à la Naksa du 4 juin 1967, exprimant le rejet de ses implications, l'occupation des territoires restants de la Palestine historique, de la péninsule du Sinaï et du plateau du Golan.

Depuis 56 ans, et tout au long de son parcours combatif, sur le chemin de la libération de toute la Palestine, le Front populaire de libération de la Palestine a présenté des dizaines de milliers de martyrs, depuis ses meilleurs dirigeants, cadres et combattants, jusqu'à de longues caravanes de martyrs. , blessés et prisonniers, défendant l'honneur et la dignité de la nation, et toutes les valeurs de vérité, de justice et d'humanité dans le monde. Il a constitué un modèle de fierté pour tous les combattants rebelles de notre peuple, de notre nation et des peuples libres du monde, dans divers domaines de conflit existentiel et civilisationnel avec l'entité occupante, aux niveaux politique, combatif, culturel et médiatique, ayant l'honneur de contribuer activement à faire connaître au monde la cause palestinienne, la réalité du conflit et à dénoncer le récit sioniste et occidental basé sur le mythe d'une « terre sans peuple pour un peuple sans terre ».

Le 56e anniversaire du lancement du Front populaire de libération de la Palestine est célébré cette année, au moment où la campagne génocidaire menée par l'armée d'occupation se poursuit depuis plus de deux mois, avec la participation, la complicité et le soutien sauvage des États-Unis et de l'Occident. et l'impuissance de la communauté internationale et de ses institutions humanitaires et des droits de l'homme, et la trahison officielle arabe qui atteint le niveau de complicité, dans le but de briser la volonté de notre peuple et d'imposer la capitulation, et de liquider leur cause nationale, se sont battus durant plus de 75 ans et offrant toujours leur sang et des morceaux de corps, inébranlables et intacts, croyant en la justice de leur cause et au caractère sacré de leur lutte, plus déterminés et résolus à continuer de hisser le drapeau de la résistance, plus ils s'accrochent à son caractère historique inaliénable, droits, inflexibles face au compromis et au commerce, sur le chemin de la libération et du *retour*.

Ô grandes masses de notre peuple palestinien,

Oh tous les libres et honorables de notre nation et du monde,

L'anniversaire du lancement, pour nous, au sein du Front populaire de libération de la Palestine, est une occasion d'évaluer et de revoir notre chemin de lutte et de renouveler la promesse que nous avons faite à notre peuple depuis le lancement, à savoir que nous resterons fermes dans le alliance et la promesse, fidèles au sang des martyrs, à la douleur des blessés, aux tourments des prisonniers, aux larmes des mères, aux cris des orphelins, aux espoirs et aux rêves de notre peuple, nous ne le ferons pas . Si nous changeons ou modifions, nous ne ferons aucun compromis ni ne renoncerons, et nous serons toujours fidèles au serment et à l'alliance, quelles que soient la gravité des difficultés et des sacrifices. Le Front continuera à être tel qu'il l'a connu, le front des pauvres et des révolutionnaires, le front de la loyauté, de l'honnêteté, de l'altruisme et du sacrifice, tirant sa détermination de la fermeté de notre peuple. De leur patience et de leur fermeté, nous devenons plus déterminés et déterminés à continuer le combat jusqu'à obtenir la prochaine victoire qui embrassera inévitablement le ciel sur des ailes de gloire et écrira sur le front du soleil la légende d'un peuple qui ne connaît pas l'impossible.

Alors que l'occupation intensifie ses crimes et ses massacres, dans le cadre d'une campagne frénétique et d'un plan prémédité visant à déplacer les habitants de la bande de Gaza, d'Al-Quds, de Cisjordanie et des territoires palestiniens occupés de 1948, dans le but de réaliser le projet de l'Union juive Affirmez-le et consolidez-le comme une réalité dans le contexte de ses plans enveloppés dans les mythes talmudiques, avec une association, un soutien et une couverture américano-occidentale sans précédent, notre peuple reste ferme avec fierté et défi, avec la force du droit et de la survie et une volonté incassable. face à la machine à tuer nazie la plus brutale de l'ère moderne, pratiquant les dernières formes d'obscénité morale, sans précédent dans sa sauvagerie, son racisme et son sang, dénuée de toutes valeurs humaines, brûlant les enfants et les femmes, étouffant les fœtus dans le ventre de leur mère , écrasant les corps de civils non armés, détruisant des maisons, des écoles et des installations vitales, faisant exploser des hôpitaux, des mosquées et des églises, attaquant tout ce qui touche à la vie humaine dans la bande de Gaza. Tout cela pour briser la volonté de notre peuple, qui refuse de se rendre et de se soumettre, devenant plus solide et agressif, plus déterminé à combattre et à résister, jusqu'à vaincre les objectifs de l'agression et vaincre l'armée d'occupation, incapable d'affronter la résistance sur les champs de bataille.

À la lumière de l'agression en cours et de la couverture fournie par l'administration américaine, les gouvernements occidentaux et certains organismes et organisations internationaux, l'agresseur agit comme s'il était au-dessus du droit international et humanitaire, ignorant tous les statuts et normes internationaux, s'éloignant de toute responsabilité. . Leur agression s'intensifie pour mettre en œuvre leurs projets diaboliques, intensifiant les colonies, judaïsant les lieux saints, assiégeant et attaquant les villes et les camps d'Al-Qods et de Cisjordanie, pillant les maisons, arrêtant les citoyens sans inculpation, persécutant et assassinant des enfants de sang-froid. les jeunes, séparant la Cisjordanie, établissant des points de contrôle, entravant la circulation des citoyens et libérant des bandes de colons, leur donnant une protection pour faire des ravages, tuer et terroriser des civils non armés.

En réponse à tout cela, notre peuple a répondu de manière décisive que la résistance est le moyen de dissuader l'occupation, de restaurer nos droits légitimes, et l'épopée du déluge d'Al-Aqsa constitue l'une des étapes avancées et brillantes de notre lutte que l'histoire inscrira en lettres d'or.

Ô grandes masses de notre peuple palestinien,

Oh tous les libres et honorables de notre nation et du monde

Face à tous les énormes défis et dangers qui menacent notre peuple, notre nation ainsi que la paix et la stabilité mondiales, nous affirmons et demandons ce qui suit :

Nous appelons à la fin immédi-

PULAIRE DE LIBÉRATION DE
SISTANCE CONTINUE » !


Yasser Arafat

ate de l'agression contre la bande de Gaza. Nous soulignons que l'introduction de l'aide humanitaire est importante et vitale, mais perd de son importance dans le contexte de l'Holocauste actuel que l'occupation perpétue contre notre peuple. Nous considérons que les positions et déclarations américaines et occidentales sur la protection des civils sont trompeuses et trompeuses, destinées à absorber l'indignation de l'opinion publique internationale et à dissimuler la poursuite de l'agression.

Nous affirmons que la résistance de notre peuple à l'occupation est un droit légitime, garanti par toutes les chartes et normes internationales. Notre peuple est déterminé à exercer ce droit, quels que soient les sacrifices. La résistance continue tant que l'occupation existe. Nous apprécions grandement la mobilisation de notre peuple autour









de l'option de la résistance. Dans ce contexte, nous saluons les résistants sur le champ de bataille, les brigades et bataillons, les vaillants combattants, les lions du champ de bataille, et nous leur disons : « La gloire s'incline devant vous, ô vous qui « Vous avez détruit le pouvoir de l'occupation. L'armée a humilié ses dirigeants, officiers et soldats, écrasé ses chars et ses véhicules de transport de troupes et infligé une défaite retentissante qui ne sera pas oubliée dans les jours à venir.

Nous confirmons que la campagne génocidaire à laquelle notre peuple est soumis dans la bande de Gaza et les pratiques barbares de l'ennemi à Al-Quds et en Cisjordanie ne sont pas simplement une réponse au 7 octobre, comme on le prétend, mais une continuation de la conspiration et l'agression à laquelle notre peuple est confronté depuis plus de 75 ans.

Nous soulignons le ferme rejet de notre peuple à tout projet de déplacement ou de tutelle, et que c'est notre peuple qui trace son avenir. Quiconque recherche ou s'aligne sur une conspiration ou un plan visant au déplacement ou à la tutelle se heurtera à la résistance et la confrontation de notre peuple et sera contrecarré.

Nous adressons un salut de gloire et de loyauté à chaque enfant, vieil homme et femme de notre peuple dans la bande de Gaza, à ceux qui restent fermes et patients, accrochés aux braises, aux martyrs et aux blessés, à leurs familles et à leurs proches. . Et aux équipes médicales, de secours et d'ambulance, ainsi qu'au personnel de la protection civile qui ont travaillé de toutes leurs forces et de leur détermination pour assister et secourir nos blessés et nos nécessiteux, donnant ainsi au monde l'exemple de sacrifice, d'altruisme et de martyre.

Un salut imprégné du parfum de la patrie au mouvement national des prisonniers, le titre de défi et de fermeté dans les prisons de l'occupation, avec leur volonté toujours face à la brutalité de l'occupation et aux pratiques nazies avec fierté et vigueur. Nous adressons également nos salutations et nos félicitations aux prisonnières et aux jeunes prisonniers récemment libérés des prisons de l'occupation dans le cadre d'un accord d'échange de prisonniers, grâce à la fermeté et à la persévérance de la résistance, malgré les réticences de l'occupation.

Nous appelons à renforcer et à solidifier l'unité nationale palestinienne entre toutes les composantes et forces de notre peuple, et à former une direction palestinienne d'urgence unifiée pour faire face à l'agression et renverser ses objectifs, basée sur le respect de tous les droits historiques de notre peuple et le désengagement de tous les accords signés avec l'entité occupante cessant de se fier aux illusions d'un accord et à la possibilité de parvenir à la paix et à la coexistence avec cet ennemi criminel sanguinaire, en considérant que l'essence du conflit est existentielle et non seulement les frontières.

Nous appelons les masses de notre peuple, notre nation et les peuples libres du monde à participer à la bataille pour défendre leurs droits légitimes et justes, considérant que la cause palestinienne représente sans aucun doute la cause humaine la plus juste et la plus sacrée de l'humanité moderne.

Nous appelons au lancement d'initiatives et de campagnes de solidarité sociale et humanitaire pour répondre aux besoins essentiels de notre peuple dans la bande de Gaza, pour améliorer sa fermeté et sa stabilité sur son territoire jusqu'à ce que l'agression soit rejetée et que ses objectifs soient vaincus.

Nous affirmons que les massacres brutaux auxquels notre peuple est soumis ont révélé la complicité et l'impuissance des institutions et organisations internationales et leur soumission à la domination et à la volonté de puissances coloniales agressives, ce qui nécessite un travail sérieux avec toutes les forces de la liberté, de la paix et de la justice dans le monde, pour établir des institutions et des cadres juridiques et internationaux, indépendants du domaine et du contrôle de l'administration américaine.

Nous affirmons que les décisions résultant du récent sommet arabo-islamique de Riyad ne sont pas sérieuses, manquent de courage et ne correspondent pas au pouls des peuples arabe et islamique et ne restent que de l'encre sur du papier.

Nous appelons les masses de notre peuple, notre nation et les peuples libres du monde à intensifier leurs mouvements de solidarité avec notre peuple, dans tous les domaines et dans toutes les arènes, face aux ambassades et aux intérêts des entreprises et des institutions qui soutiennent l'agression et assiéger les ports et les aéroports pour faire pression pour que les exportations d'armes vers l'entité usurpatrice cessent.

Nous appelons toutes les institutions, universités, syndicats, comités, clubs, personnalités, écrivains, journalistes, artistes, professionnels des médias et athlètes à boycotter l'entité occupante, ses partisans et ceux qui dissimulent ses crimes et massacres.

Nous apprécions grandement les mouvements de solidarité avec notre peuple dans diverses villes et villages de Palestine occupée, et dans tous les lieux de refuge et de la diaspora. Nous apprécions également grandement le soutien et la solidarité du peuple de notre nation arabe, ainsi que les campagnes mondiales de soutien, d'assistance et de promotion. Nous adressons un salut de fierté et de respect à tous les acteurs et militants qui ont initié et contribué au lancement de mouvements et d'initiatives soutenant notre peuple et condamnant l'agression.

Nous exprimons notre plus grande gratitude et appréciation à toutes les plateformes médiatiques et équipes journalistiques qui ont soutenu notre peuple et sa résistance, jouant un rôle crucial et fondamental en révélant la réalité de l'occupation et la fausseté de ses affirmations, en exposant son caractère véritable, sanglant et sauvage auxquels nous sommes confrontés malgré tous les défis et dangers. Nous rendons également un hommage particulier aux martyrs des médias et du journalisme, martyrs de l'image et de la parole honnête et engagée.

En conclusion, nous renouvelons notre engagement et notre pacte selon lequel nous continuerons sur le chemin des martyrs, sans plier ni rompre, quel que soit le coût des sacrifices, leur gravité ou la durée des années de braise.

Le drapeau de la résistance continuera de flotter haut jusqu'à une victoire certaine et la libération de toute la Palestine.

Gloire aux martyrs.
Liberté pour les prisonniers.
Guérisons des blessés.
Et nous en sortirons certainement vainqueurs.

Front populaire de libération de la Palestine
Bureau politique
10 Décembre 2023

Résumé latino-américain
10 décembre 2023.

Un dés-impérialisme vivant



Les Brics, à partir de janvier 2024, montrent le monde à venir, une opportunité pour les peuples libres d'Amérique et du monde ?

Par Ramón Pedregal Casanova

Du revolver de l'Occident dit « américain » au bouton nucléaire de ceux représentés par le délirant Biden, tout le temps que les États-Unis existent, ils ont utilisé les instruments de guerre, les armes et encore les armes jusqu'à mettre leur planète en danger. Terre. Les dirigeants gringos ne sont pas fous, les déclarer dans un tel état les excuserait, ils l'ont déclaré eux-mêmes : ils n'ont que des intérêts, c'est pourquoi depuis leur naissance en tant qu'État ils ont été configurés comme une puissante minorité d'assassins, d'assassins qui ont semé la mort dans le monde. Sur le continent nord, ils ont exterminé leurs habitants, et sur le continent sud de l'Amérique, après le piétinement des Espagnols, des Anglais, des Français et des Allemands, ce qui a également entraîné l'élimination de la majorité de la population indigène, dans certains cas, ce fut total ou presque total, lisez Cuba, lisez le Nicaragua,... les Yankees ont agi à partir d'invasions, de coups d'État, d'assassinats, tout le pire est devenu connu sous le nom de « Doctrine Monroe » et son illumination qu'ils ont appelée « Destin Manifeste », élus par leur dieu pour dominer le monde, le projet s'appelle aujourd'hui « les règles », ces dogmes qui superposent les accords internationaux qui apparaissent dans les organisations dédiées à la régulation des relations internationales.

Parmi les déclarations historiques qui font référence aux générateurs du pire environnement en Amérique et dans le monde, l'agitation, les troubles et l'agitation générale, la faim, la mort, les guerres, les épidémies, à ces générateurs du passé, du présent et des futurs indésirables, le libérateur Simón Bolivar Il résuma son récit aux générations de son temps, aux nôtres et aux futures avec les mots suivants : *« Les États-Unis semblent destinés par la Providence à tourmenter l'Amérique de misère au nom de la liberté. »*

Quelles sont les relations que l'empire établit pour la coercition comme aujourd'hui ? : Toutes ses démarches, qu'elles soient économiques, politiques, sociales, visent à modifier la vie des gens, il n'investit que dans la subversion, et l'exemple scandaleux est son aspiration à nuire aux peuples Cubains avec le plus grand blocus de l'histoire, affectant ainsi chacun des habitants de Cuba sur toute l'échelle des problèmes sociaux depuis 1959, et cela fait plusieurs générations. Il n'y a pas une seule mesure du régime impérialiste qui ne soit conçue pour affecter la vie dans son « Amérique pour les « Américains », c'est ainsi que la puissance cachée derrière Biden conçoit sa façon d'exister parmi les 8 000 000 de personnes. On voit comment la vie du régime impérial, avec une certaine faiblesse due à l'émergence de différentes alternatives, se déroule dans la volonté de contrôler et de persécuter tout mouvement économique et politique entrepris par un autre gouvernement étranger à ses intérêts, et si l'on parler du Nicaragua, du Venezuela ou de Cuba dans le cas du blocus est très évident, qu'il consacre toutes sortes d'efforts à surveiller, prévenir par des impositions, punir la désobéissance exprimée dans son idéologie, il l'a déjà fait avec des invasions, des tentatives de coups d'État , blocus, comme dit celui qui a déclaré la commodité du blocus contre l'île dans son intention d'épuiser la résistance par la faim, le génocidaire qui a servi le président de l'époque. Non seulement cela affecte la vie des Nicaraguayens, des Vénézuéliens et des Cubains, mais cela entrave également les relations de Cuba avec d'autres pays dans la mesure de sa force, ce à quoi il faut ajouter l'investissement impérialiste dans l'attaque de propagande visant à affaiblir la force de la pensée et de la conscience qui soutient la justice sociale, l'affirmation morale et politique de la nation dans le droit à l'indépendance et à la souveraineté. N'est-ce pas ainsi que se manifestent les objectifs d'un gouvernement d'oppression sur le monde ? Sinon, pourquoi investissent-ils autant dans le meurtre de quelque manière que ce soit, allant même jusqu'à affamer les gens qui leur résistent ?

Biden a déjà surmonté tous les dégâts causés par n'importe quelle administration précédente. Qu'est-ce que Cuba lui a fait, qu'est-ce que le Nicaragua lui a fait, qu'est-ce que lui a fait le Venezuela, qu'est-ce que tous ceux qui veulent un monde meilleur ont fait aux maîtres du complexe militaro-industriel-financier-économique à l'empire du pillage ? Qu'entendez-vous par promouvoir les « Droits de l'Homme » si vos actions sont basées sur le plus grand préjudice possible à autrui ? : C'est le terrorisme d'État, l'empire est le terroriste, sa pratique avec des armes de tout type n'importe où dans le monde, avec ses élèves européens et anglais principalement, a atteint le point de forcer les Yankees et les Anglais messianiques à choisir la fin avant de comprendre. L'exemple selon lequel leur manière de soumettre les gouvernements fait penser que leur jugement de valeur les place dans une vie après la mort sans humains, pour donner un exemple bien connu, a poussé certains pays à renoncer à la coopération médicale cubaine, des pays qui ne peuvent compter sur aucun autre moyen de salut. : C'est du terrorisme d'État. La liste des pays qui soutiennent et propagent le terrorisme est en tête des États-Unis et, par conséquent, le reste des occupants de la liste sont ses partisans enthousiastes et les participants à ses objectifs. Ils ont même qualifié de « trafic d'êtres humains » cette éventuelle collaboration entre pays pour l'assistance médicale en provenance de Cuba. Peut-elle être plus obscène ? Peut-elle être plus déformée ? Peut-elle être plus ennemie du bien des êtres humains ? Ils ont ensuite été scandalisés et menacés parce que Cuba a reçu des contributions de certains gouvernements qui ont demandé une aide médicale, contributions qui sont approuvées par les résolutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales, et malgré ces reconnaissances faites à Cuba, Cuba apporte également son aide à ceux qui le demandent sans avoir les moyens de contribuer, Cuba est internationaliste dans la solidarité, elle apporte son aide aux gens qui le demandent sans rien demander en retour, ce qui est cohérent avec les paroles de Fidel : *« Le monde a besoin de médecins et non de bombes. »*

Ceux du « Destin Manifeste » ne prévoient aucune mesure pour atténuer les dommages causés par leur vol des biens des gens, rappelez-vous les paroles de Bolivar : toutes leurs « règles » sont destinées à remplir le monde de malheurs pendant qu'ils se moquent de la liberté, n'est-ce pas la phrase ? Dans leur esprit plein d'obstacles à la raison, ils parviennent à qualifier de « trafic d'êtres humains » ou d'« esclavage » l'aide mise à la disposition de ceux qui en ont besoin, termes typiques des cyniques au niveau des terroristes. Un exemple très actuel de la manière de sauver des vies humaines est le mépris avec lequel ils dissimulent ce qui est un génocide résultant de leurs arsenaux aux mains des Sionazis : au Conseil de sécurité des Nations Unies, ils s'opposent à l'arrêt de leur guerre par l'intermédiaire d'une entité coloniale contre le peuple palestinien à Gaza. , mais aussi en Cisjordanie et à Jérusalem, et avec cela il répète ce qu'il veut faire à Cuba avec le blocus, avec les mêmes yeux qu'il regarde le Nicaragua et le Venezuela, dans le cas de Gaza avec des bombes sur la population, des abris, avec la coupure d'eau, de nourriture, de médicaments, de carburant. Parlons-nous de carburant?: Cuba est obligée de payer des coûts supplémentaires parce que les entreprises qui osent lui livrer le font en demandant un paiement supplémentaire pour couvrir les amendes et les persécutions pour avoir fourni le service, comme on peut le voir, de la nourriture, des médicaments, le carburant, ... sont le minimum nécessaire pour sauver des vies, la soustraction de tout cela est contraire à la préservation de la vie : c'est le terrorisme d'État, l'empire c'est le terroriste.

Voulez-vous vous demander pourquoi ceux qui recourent au terrorisme, aux coups d'État, aux crimes de génocide et à tout acte honteux, pourquoi ne se déclarent-ils auteurs d'aucun de ces crimes ? : parce qu'ils sont essentiels pour s'imposer et atteindre leurs objectifs impérialistes. Existe-t-il une possibilité d'établir une relation respectueuse entre l'empire et des nations comme Cuba, le Nicaragua ou le Venezuela, constamment attaquées par des blocus, des ingérences politiques, des interventions mercenaires, du harcèlement devant de faux tribunaux ?

La décomposition du pouvoir qui caractérise les États-Unis, la perte de capacités opérationnelles sur les marchés, les monnaies alternatives au dollar, l'abandon de nombreux pays dans la zone de domination mondiale, l'érosion de l'image publique suite à ses manœuvres avec des mensonges. , avec la censure généralisée, avec les attitudes racistes, avec le vol de fonds des nations dans les banques internationales, ... ouvrent les portes à l'entente entre des pays qui en ont assez de la domination de ceux qui furent pirates, colonisateurs et maintenant impérialistes. Tout ce qui se passe en dehors des États-Unis est l'expression de ses problèmes internes, la société capitaliste est une société qui a vécu avec le sang qu'elle a sucé comme une sangsue des peuples appelés « le Sud global », ni plus ni moins de 80 % du monde.

Biden, sa maladie de vieillesse, ne peut pas être qualifiée de mentale, c'est un signe du pays qu'il représente dans une phase qu'il ne va pas surmonter, il ne surmonte aucun des obstacles que Trump a soulevés dans sa tentative internationale, ni le Moyen-Orient. Orient, Extrême-Orient, Russie, Amérique Latine, Trump est un autre personnage qui semble sorti d'un entrepôt de poupées aux mécanismes vieillis, il n'est pas bon pour le monde qui bat le neuf. Il nous reste l'empire le plus terrifiant pour s'être vu incapable et se croire « choisi par Dieu », la « Destinée Manifeste ». Ce que Biden a fait, c'est se plonger dans la décharge à ciel ouvert de Trump. Biden et Trump, deux ailes du monstre, disent qu'ils ont des objectifs différents et les voilà, chacun pire, les distances qui les séparent dans leur dévouement à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays sont inférieures au crime commis en Europe contre la Russie ou la Palestine – Le Milieu À l'Est et en ce qui concerne l'Amérique Latine, les manifestations des généraux de la 4e Flotte, des représentants envoyés pour intervenir dans les gouvernements, l'installation de troupes dans divers pays, les coups, les avertissements et les menaces et l'exacerbation des tensions avec le Nicaragua n'ont pas cessé. Le Venezuela et Cuba, en raison de leurs relations libres avec la Chine, la Russie et l'Iran, n'ont pas d'intention différente et telle est leur compréhension des affaires régionales et internationales.

Aujourd'hui l'empire, dans son entreprise de tuer, parce que c'est aussi son métier, fait le calcul à Gaza-Palestine où son protégé colonial lâche les bombes qu'il lui donne sur la population civile, et a déjà dépensé plus qu'en une année entière de la Seconde Guerre en Europe. Le « Destin Manifeste », les plans américains, soutiennent l'idéologie déclarée et mise en œuvre par les Sionazis, le nettoyage ethnique, l'élimination de la population indigène, le génocide et l'utilisation des armes les plus meurtrières connues avant le lancement de la bombe atomique.

Nous voyons aujourd'hui l'impérialisme anglo-saxon tenter de maintenir son hégémonie dans le monde, prenant l'Europe par la main pour qu'elle joue le rôle de laquais prêt à servir le criminel, un criminel qui, il l'a reconnu, n'a pas d'amis, il n'a que intérêts. La Doctrine Monroe » et son « Destin… », tout ce qui est ancien finira par mourir dans le prochain chapitre de l'Histoire : les Brics, à partir de janvier 2024, montrent le monde à venir, une opportunité pour les peuples libres d'Amérique et du monde ? Nous vivons le dés-impérialisme.

Résumé latino-américain 11 décembre 2023

Le sombre chemin de l'hégémonie de Clinton depuis Haïti et la faiblesse militaire dans le Cône Sud



La famille Clinton : Bill et Hillary

Par Emiro Vera Suárez

Cuba est une île paradigmatique qui subit depuis plus de six décennies les attaques de deux empires, l'espagnol et l'américain. Je parle dans un contexte géopolitique dans lequel, lorsque nous regardons de notre côté, nous faisons la sourde oreille, même s'il s'agit d'une dynamique très déterminante en Amérique latine et qui englobe l'Équateur et la Bolivie. Partager des histoires ne suffit pas, le Venezuela a été ces dernières années géré par l'armée dans son cadre administratif, ce qui nous oblige à entrer dans une série de contradictions géopolitiques en matière de colonies et de questions frontalières. Honnêtement, je ne connais pas le profil d'un général qui contrôle l'État civil, mais pas le spectre représentatif de nos frontières avec le Brésil, la Colombie et l'État d'Essequibo usurpé par la Guyane, où la majorité de sa population est vénézuélienne pour avoir été nés dans notre pays et ils n'ont pas été délivrés à temps.

Nous sommes en dehors de la dimension politique de la construction d'un pays qui requiert une sincérité de sa stratégie territoriale. La CARICOM, le gouvernement de La Havane et Petrocaribe ne sont pas écoutés bien qu'ils soient insérés dans la structure économique de notre pays et ils reçoivent de grands avantages qui nous correspondent et, pire que tout, ils font peu pour rembourser ces dettes.

L'Amérique latine et les Caraïbes se dirigent vers un carrefour historique vital pour l'avenir de la région. C'est une étape cruciale pour le pays, dépouillé d'îles au nord, ainsi que de zones territoriales par le Brésil et la Colombie, où le président Ignacio Lula Da Silva a le courage de nous exiger de l'électricité pour celle dépouillée de tous ses ressources. C'est un défi que de faire face à une recolonisation d'une partie territoriale de la globalité bolivarienne.

Depuis la seconde moitié du XIXe siècle, face à l'épuisement de certaines forces civiles et militaires, ainsi qu'à l'influence de nouvelles conceptions philosophiques, l'idéal bolivarien s'est scindé en deux affluents, deux courants qui ont constamment interagi et s'enrichissent mutuellement : La révolution démocratique et socialiste.

Le libérateur Simón Bolívar a conçu le salut de notre Amérique et a compacté leurs républiques respectives, en termes de relations avec le monde et de sens commun de leur avenir. Le pouvoir envers le capital a toujours brisé nos républiques naissantes et les griffes impériales constituées du Royaume-Uni, (anglais), nord-américain et français ont levé sans vergogne leurs drapeaux vers des territoires vierges du continent, bien que l'empire espagnol ait laissé ses cartographies très bien établies dans les capitaineries dites générales attachées aux vice-royautés.

Nous sommes un groupe de peuples (Cône Sud), divisés et faibles. Les militaires de chaque pays ou région d'Amérique latine se voyaient amasser des fortunes, et ils ne s'impliquaient pas dans la protection des territoires et étaient soumis aux sociétés transnationales et tout mannequin représentant les compagnies pétrolières hissait un drapeau sur un territoire. Dans notre cas à El Essequibo. Les sociétés minières canadiennes et nord-américaines gérées par la famille Clinton à travers des ONG s'approprient toutes les ressources physiques du Pérou et de la Bolivie. Ce sont des ceintures de corruption qui nuisent au développement de chaque État et répondent aux intérêts du Fonds monétaire international aux côtés de la Banque mondiale (BM) et de la Banque interaméricaine de développement (BID).

*Emiro Vera Suárez Professeur en Sciences Politiques. Conseiller scolaire et philosophe. Spécialiste en sémantique du langage juridique. Écrivain. Membre actif de la Carabobo State Writers Association. AESCA. Il a travaillé dans les journaux Espectador, Tribuna Popular de Puerto Cabello et La Calle en tant que coordinateur culturel et ancien chroniqueur d'Aragüeño.

Aporrea 29 novembre 2023

Eric Adams est en cratère, mais Andrew Cuomo est en hausse



Le maire Eric Adams s'exprime au parc Flushing Meadows le 12 août 2023 à New York. (Lev Radin/VIEWpress via Getty Images)

Par Susan Kang

Le maire de New York, Eric Adams, favorable aux entreprises, est en chute libre dans les sondages, au milieu de coupes budgétaires impopulaires et d'une série de scandales. Mais la gauche devra s'unir derrière un candidat pro-travailleurs – car le néolibéral Andrew Cuomo attend dans les coulisses.

La mauvaise gestion du budget de la ville de New York par le maire Eric Adams et l'avalanche de scandales et d'irrégularités ont torpillé ses résultats dans les sondages. Le sondage Quinnipiac du 5 décembre a montré qu'Adams bénéficiait d'un taux d'approbation de seulement 28 pour cent, le plus bas pour un maire de New York depuis que l'agence a commencé à poser la question en 1996. Cinquante-huit pour cent des New-Yorkais interrogés désapprouvaient la performance d'Adams, avec seulement 22 pour cent interrogés exprimant son soutien à sa gestion du sans-abrisme et du budget.

Malgré toute sa fanfaronnade et ses prétentions à une nomination divine à la mairie, Adams est un maire historiquement faible et en passe de remplir un seul mandat. D'autres politiciens démocrates tournent déjà autour. La liste potentielle des principaux challengers comprend de jeunes sénateurs progressistes d'État (qui ont défié les sénateurs de la Conférence démocrate indépendante alignés sur les républicains en 2018), des conseillers municipaux et des présidents d'arrondissement et, plus notoirement, l'ancien gouverneur en disgrâce de New York, Andrew Cuomo.

L'ascension et la chute (et l'ascension) de Cuomo

Comme Adams, Cuomo était autrefois l'étoile montante du Parti démocrate, voire un candidat potentiel à la présidentielle de 2020. Il a connu une ascension fulgurante jusqu'à devenir une sensation nationale dans les cercles libéraux au cours des premiers stades de la pandémie de COVID. Mais il est resté un homme politique assez controversé dans l'État de New York, tristement célèbre pour ses tactiques musclées avec ses rivaux politiques et même ses alliés.

Presque aussitôt que son étoile s'est levée, Cuomo est tombé en disgrâce publique alors que les accusations de harcèlement sexuel se sont accumulées et que les appels à sa démission émanant de puissants anciens alliés se sont multipliés. Alors qu'il jurait qu'il ne céderait pas aux appels à la démission, le gouverneur a finalement annoncé sa démission en août 2021, après un rapport accablant de la procureure générale de l'État de New York, Letitia James, concluant que Cuomo avait harcelé onze femmes travaillant sous ses ordres et utilisé ses collaborateurs pour exercer des représailles illégales contre l'une des femmes.

Mais Cuomo, fils d'un ancien gouverneur populaire, ancien secrétaire de cabinet de l'administration Clinton et ex-mari d'un Kennedy, n'allait pas disparaître de la vie publique sans combat. Au moment de sa démission, Cuomo se vantait d'un trésor de guerre de campagne de 16 millions de dollars (ce chiffre est censé être maintenant de 7 millions de dollars), et il n'a pas cessé de chercher sa prochaine action, continuant à rester aux yeux du public.

Il a lancé un podcast fin 2022, a maintenu sa forte présence sur les réseaux sociaux et prononce régulièrement des discours dans les églises noires, où il reste populaire. En mars 2023, il a créé un groupe « Progressistes pour Israël » et s'est récemment exprimé publiquement sur la montée de l'antisémitisme depuis les attaques du Hamas du 7 octobre et la guerre israélienne contre Gaza qui a suivi. Il y a même eu des rumeurs concernant une campagne présidentielle en 2024, alors que Cuomo maintient une base de soutien fidèle, en particulier parmi les femmes du baby-boom et celles qui n'aiment pas « l'annulation de la culture ».

À la suite de discussions publiques sur un éventuel retour du maire de Cuomo, un récent sondage a trouvé du crédit en faveur de l'idée. Une enquête montre que Cuomo a un taux de faveur plus élevé que le maire (taux d'approbation de 46 à 36 pour cent). Ce même sondage demandait également qui les électeurs soutiendraient si Adams était destitué et si de nouvelles élections générales avaient lieu, et Cuomo obtenait la majorité du soutien, avec 22 pour cent. Un autre sondage, commandé par Save the Senate, une organisation républicaine financée par Curtis Sliwa, l'opposant républicain d'Eric Adams en 2021, a révélé que 44 % des électeurs démocrates interrogés soutiendraient Cuomo plutôt qu'Adams, soit 24 %.

Les commentateurs soulignent le chemin difficile de la victoire de Cuomo, notant des préoccupations évidentes telles que son manque de résidence (Cuomo a vécu dans la banlieue de New York pendant de nombreuses années) et le fait que ses alliés naturels, les syndicats conservateurs et les églises noires sont déjà étroitement liés au maire Adams. Cependant, on parle moins du traitement réservé par Cuomo à la ville de New York au cours de ses trois années en tant que gouverneur. Il a présidé un État dans lequel la majorité des revenus de l'État (environ 60 %) provient de la ville de New York, où réside près de la moitié de la population de l'État, mais où un peu moins de 20 % des adultes et des enfants de la ville vivent dans la pauvreté.

L'État de New York donne un énorme pouvoir budgétaire au gouverneur. Et Cuomo l'a utilisé pour attaquer le financement et les services essentiels de la ville tout en résistant aux augmentations de revenus qui aideraient les New-Yorkais pauvres et ouvriers.

Le bilan de Cuomo

Cuomo, un exemple de la politique de la « Troisième voie » à la Bill Clinton, a toujours clairement indiqué au cours de ses trois mandats que les intérêts des entreprises, les réductions d'impôts et sa riche base de banlieue étaient ses principales priorités politiques. Dès ses premiers jours au pouvoir en 2011, Cuomo a commencé à réduire considérablement les budgets du métro de New York (la Metropolitan Transit Authority, ou MTA, est une autorité au niveau de l'État qui gouverne et finance le métro), accusant la faiblesse de l'économie mais ne rétablissant jamais le financement lorsque les choses se sont produites. Après avoir procédé à une première salve de coupes de 450 millions de dollars en 2011, il a régulièrement augmenté le budget de la MTA d'environ 20 à 30 millions de dollars par an. En 2014, Cuomo a injecté des milliards de dollars en réductions d'impôts et en davantage d'austérité dans le système de métro, malgré son sous-financement systémique.

La tentative de Cuomo de saper les services publics était particulièrement évidente dans ses relations controversées avec la City University of New York (CUNY), une institution publique essentielle pour la classe ouvrière de New York. En 2016, Cuomo a tenté de retirer un financement public colossal de 500 millions de dollars du système CUNY, affirmant que la ville de New York devrait financer le système puisqu'il desservait la ville (CUNY est une autorité gérée par l'État et l'école ne peut pas générer ses propres revenus. sans autorisation de l'État). Les professeurs et le personnel professionnel de la CUNY sont restés sans contrat pendant six ans, malgré les niveaux records d'inscriptions d'étudiants, alors que les administrateurs de la CUNY de Cuomo ont joué dur avec le syndicat. Tout au long de ses années en tant que gouverneur, Cuomo a insisté sur l'augmentation des frais de scolarité et la poursuite des coupes budgétaires.

Dans les écoles publiques de la maternelle à la 12e année également, Cuomo a clairement indiqué que la privatisation, le maintien des inégalités entre les districts riches et pauvres, la promotion des écoles à charte et la lutte contre les syndicats d'enseignants étaient ses objectifs. Le financement des écoles de l'État de New York a longtemps été parmi les plus inégaux du pays, mais Cuomo a refusé de remplir les obligations de l'État dans une décision de justice historique appelée « aide de fondation », intensifiant encore davantage le sous-financement à New York. Le financement s'est amélioré au cours de son mandat, mais uniquement grâce aux efforts cumulés des syndicats, des militants et à l'élection de candidats progressistes au Sénat en 2018. Pendant ce temps, Cuomo s'est battu contre le maire de l'époque, Bill de Blasio, pour lever le plafond de la charte de la ville de New York et réviser la loi du système d'évaluation des enseignants.

Pendant la pandémie, Cuomo a réduit et brûlé les services essentiels alors même que sa réputation nationale augmentait. Malgré l'afflux d'aide fédérale, Cuomo a réduit de plus de 700 millions de dollars le financement des écoles de la ville de New York en avril 2020 et a encore réduit l'aide des fondations. Cuomo a de nouveau réduit de 20 % le financement de l'État pour les écoles locales de New York en août 2020, ce qui a frappé les écoles publiques de la ville de New York avec une perte de 5 milliards de dollars en aide d'État. Le plus accablant a peut-être été ses coupes dans les hôpitaux et Medicaid à l'époque de la pandémie, résultat d'années de multiples réductions de Medicaid au cours de son mandat.

Une alternative pro-travailleur

Cuomo n'est pas l'ami des New-Yorkais de la classe ouvrière. En tant que plus haut représentant élu de l'État, il a utilisé les structures de gouvernance complexes et superposées de l'État et de l'autorité municipale pour masquer son abdication de la responsabilité des services municipaux.

Mais les cycles médiatiques et la mémoire publique peuvent être courts, et étant donné les faiblesses d'Adams, la capacité de Cuomo à « diriger pendant la crise » pourrait devenir un sujet de discussion majeur au cours des dix-huit prochains mois. Dans le même temps, les New-Yorkais sont confrontés à une crise pressante du coût de la vie, les demandeurs d'asile continuent d'avoir besoin de services de base, et une étude récente du Fiscal Policy Institute a révélé que les New-Yorkais aux revenus faibles et moyens, et non les riches, quittent New York.



Le maire Eric Adams s'exprime au parc Flushing Meadows le 12 août 2023 à New York. (Lev Radin/ VIEWpress via Getty Images)

La gauche à New York doit s'unir derrière une alternative viable à la même machine politique démocrate fatiguée qui favorise les intérêts des entreprises, les réductions d'impôts et l'austérité et fait de la vie une lutte financière pour les non-riches. Les mandats scandaleux de Cuomo et d'Adams montrent la nécessité d'une campagne en faveur des travailleurs dans la plus grande ville des États-Unis.

*Susan Kang est professeure agrégée de sciences politiques au John Jay College de la City University of New York. Elle est l'auteur de Droits de l'homme et solidarité du travail : les syndicats dans l'économie mondiale.

Jacobin
11 Décembre 2023

Yémen : Les forces armées bloquent un navire à destination d'Israël en mer Rouge et le forcent à rebrousser chemin


Les forces armées d'Ansarallah escortent le cargo Galaxy Leader, le dimanche 19 novembre 2023. ©Harbi Press

Les forces armées yéménites ont bloqué le passage d'un navire marchand à destination des territoires palestiniens occupés par Israël alors qu'il naviguait dans la mer Rouge dans le cadre de la décision qu'Ansarallah du Yémen avait prise pour bloquer le passage de tous les navires se dirigeant vers les ports israéliens, et cela en soutien aux Palestiniens de la bande de Gaza.

La chaîne d'information télévisée libanaise en langue arabe Al Mayadeen, citant un communiqué publié par le ministère yéménite de la Défense, a rapporté dimanche 10 décembre qu'« une interaction appropriée a été faite avec le navire, mais celui-ci n'a pas tenu compte de nos avertissements ». Le navire a ensuite été « empêché de passer et contraint de faire demi-tour ».

Samedi, le porte-parole des forces armées yéménites, le général de brigade Yahya Saree, a averti que si Gaza ne recevait pas la nourriture et les médicaments dont elle a besoin, tous les navires transitant par les eaux territoriales du Yémen vers les territoires occupés deviendraient une « cible légitime ».

Il a également souligné que tous les navires du monde entier peuvent poursuivre leur activité commerciale, à l'exception de ceux liés au régime israélien ou à destination des ports des territoires occupés.

Les Yéménites ont déclaré leur soutien ouvert à la lutte de la Palestine contre l'occupation israélienne depuis que le régime a lancé une guerre dévastatrice contre Gaza le 7 octobre après que les mouvements de résistance dans la bande de Gaza ont mené une attaque surprise, baptisée Opération Tempête d'Al-Aqsa, contre l'entité occupante en réponse aux atrocités commises par ce régime depuis des décennies.

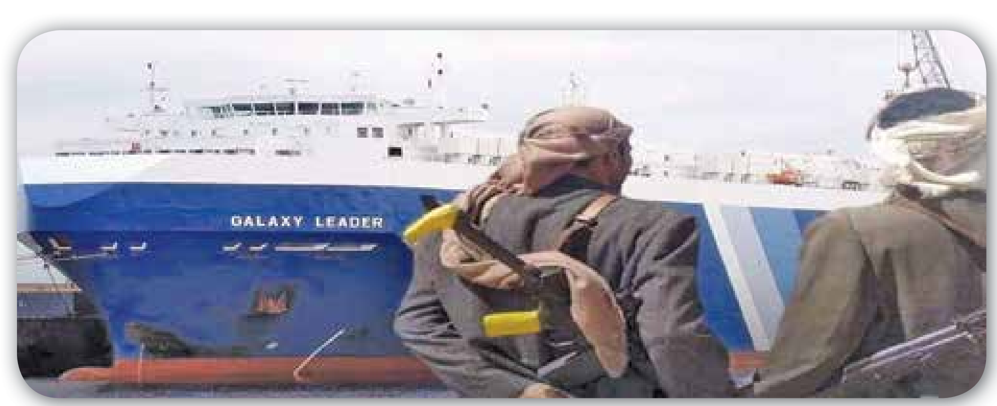
Depuis, la campagne militaire incessante du régime occupant contre Gaza a tué au moins 17 997 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants. Plus de 49 229 personnes ont également été blessées.

Les forces yéménites ont lancé des attaques de missiles et de drones sur des cibles dans les territoires palestiniens occupés par Israël après l'agression du régime occupant contre Gaza.

Le Yémen annonce avoir tiré un lot de missiles balistiques sur les territoires occupés par Israël, en soutien à Gaza.

Le 4 décembre, l'armée yéménite a pris pour cible deux navires israéliens en mer Rouge alors qu'ils tentaient de traverser le détroit de Bab el-Mandeb.

Des rapports ont montré que les compagnies maritimes israéliennes ont déjà décidé de rediriger leurs navires par crainte d'attaques des forces yéménites.


Deux combattants d'Ansarallah du Yémen devant lecargo israélien "Galexy Leader", saisi en Mer Rouge, le 19 novembre 2023. © Algerie-focus



Le navire Galaxy Leader, saisi le 20 novembre 2023 par les forces de l'armée du gouvernement de Sanaa en mer Rouge. ©Reuters

Les menaces yéménites ont perturbé environ 85% des bénéfices du port d'Eilat.

Le directeur général du port d'Eilat, Gideon Golber, a confirmé, selon les informations de Sputnik citant la chaîne 13 de la télévision israélienne, que les menaces du Yémen concernant les navires à destination d'Israël avait « perturbé 80 à 85% des bénéfices du port ».

Dans ce contexte, « le volume des importations en provenance de l'Est vers Israël est estimé à environ 95 milliards de dollars par an » et « la modification de la route de navigation maritime augmentera les prix des produits importés d'environ 3 %, ce qui augmenterait le fardeau financier des Israéliens d'environ 3 milliards de dollars », explique la chaîne.

En outre, la radio militaire israélienne a cité Golber disant que la menace yéménite sur les routes maritimes de la mer Rouge « a conduit à la perte du port d'environ 14 000 voitures depuis le milieu du mois dernier jusqu'à aujourd'hui ».

Le directeur du port a aussi expliqué qu'« Israël craint que la fermeture de Bab el-Mandab au mouvement des navires marchands vers Israël via la mer Rouge jusqu'au port d'Eilat ou via le canal de Suez ne prolonge le voyage des cargos de l'Est vers Israël environ cinq semaines, car les cargos devraient contourner le continent africain au cap de Bonne-Espérance en passant par le détroit de Gibraltar jusqu'à la Méditerranée ».

Il convient de noter que Sanaa a toujours affirmé son attachement au droit international et à la navigation maritime. Elle souligne être un partenaire pour assurer le respect de ces principes, soulignant que ses opérations impactent uniquement les navires associés à l'occupation.

Le Hamas salue la nouvelle décision pro-palestinienne de Sanaa contre les navires israéliens en mer Rouge

Par ailleurs le mouvement de la Résistance islamique de la Palestine (Hamas) a salué la décision des forces armées yéménites d'empêcher les navires israéliens de traverser ses eaux territoriales en mer Rouge à destination des territoires occupés, tant qu'Israël maintiendra son siège total de la bande de Gaza.

«*Nous considérons cette décision comme une réaction courageuse et audacieuse* », a déclaré samedi le Hamas dans un communiqué.

Il ajoute que la décision du Yémen était prise contre les agresseurs américano-sionistes qui ont poursuivi la guerre génocidaire et le massacre du peuple palestinien au cours des 64 derniers jours; des exactions qui ont affecté tous les aspects de la vie de la population gazaouïe.

Le Hamas a également appelé les pays arabes et islamiques à activer toutes leurs capacités conformément à leurs responsabilités historiques « *pour briser le siège israélien de Gaza et empêcher la poursuite des massacres causés par le régime, la guerre, la famine et la soif à Gaza et pour mettre fin à cette agression de type nazie, lancée par Israël et soutenue de manière directe par les États-Unis.* »

S'appuyant sur le soutien politico-militaire sans réserve des États-Unis, le régime israélien mène depuis le 7 octobre une guerre génocidaire contre Gaza, lancée à la suite d'une opération surprise des groupes de résistance basés à Gaza, opération nommée la Tempête d'Al-Aqsa.

Selon le ministère de la Santé de Gaza, l'agression israélienne a jusqu'à présent coûté la vie à 17 700 Palestiniens. Par ailleurs, 48 780 autres ont été blessés.

Le régime de Tel-Aviv a simultanément coupé l'approvisionnement en eau, nourriture, médicaments et électricité de Gaza, soumise à un blocus total. Le siège imposé a maintenant plongé la bande côtière dans une crise humanitaire sans précédent.

Le communiqué du Hamas intervient après qu'un porte-parole des forces armées yéménites a averti samedi que « *si Gaza ne recevait pas la nourriture et les médicaments dont elle a besoin, tous les navires traversant les eaux territoriales du Yémen vers les territoires occupés seraient considérés comme des cibles légitimes [pour la Résistance yéménite]* ».

Les forces yéménites ont également mené de nombreuses opérations contre les sionistes depuis le début de l'invasion militaire israélienne de Gaza, notamment des attaques de missiles balistiques et de croisière. Et, elles ont déjà saisi un certain nombre de navires israéliens traversant les eaux territoriales du Yémen.

PresseTV 11 Décembre 2023

Guinée Bissau, politique et trafic de drogue



Le président de la Guinée Bissau, Umaro Sissoco Embaló

Par Guadi Calvo *

Il y a exactement une semaine, en Sierra Leone, une tentative de coup d'État a été déjouée, dont les conséquences ont disparu des médias, même si 20 personnes ont été arrêtées en première instance et de nombreuses autres ont été arrêtées après le lancement de la traque contre les opposants au président. Julius Maada Bio, qui entame son deuxième mandat par un couvre-feu après des élections décrites par les observateurs internationaux, au moins aussi troubles (Voir : Sierra Leone, un dimanche mouvementé).

Quelque chose de similaire vient de se produire dans un autre pays africain du bassin atlantique, la Guinée Bissau. Dans sa capitale, Bissau, entre jeudi et vendredi, des forces spéciales et des membres de la garde nationale, appartenant tous deux à l'État, ont eu des affrontements dont le premier bilan a été d'au moins deux morts.

Ces affrontements sont la conséquence d'un conflit de pouvoir prolongé entre le Parti pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) et le président Umaro Sissoco Embaló, qui au moment des événements se trouvait à Dubaï pour participer à la COP28, tout comme le chef de l'état-major général des forces armées, Biague Na Ntan.

Le clivage politique s'est creusé après les élections législatives de juin dernier, au cours desquelles l'opposition a remporté la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale, ce qui a depuis contraint le président Embalò à entretenir des relations extrêmement difficiles avec ses ennemis politiques.

Toutefois, les affrontements n'ont pas continué grâce à l'intervention rapide du bataillon du palais présidentiel, qui a obtenu vendredi à midi la reddition du commandant de la Garde nationale, le colonel Víctor Tchongo. Même si la situation semble depuis lors être celle d'une tension maîtrisée, les problèmes sous-jacents sont très loin d'être résolus, c'est pourquoi les forces multinationales de stabilisation régionale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont été déployées vendredi matin à Bissau.

Selon les médias locaux, le point de rupture aurait été déclenché par une opération de sauvetage de deux hauts responsables gouvernementaux arrêtés, le même jeudi matin, pour le paiement indu de dix millions de dollars à plusieurs entreprises.

La « guerre » entre différents secteurs du gouvernement a mis en lumière les graves divisions au sein des structures politiques et militaires du pays, entachées d'accusations croisées de manipulations politiques et de corruption.

L'influence de plus en plus forte du trafic de drogue a fait de ce petit pays africain, d'à peine deux millions d'habitants, l'un des ports les plus importants pour les expéditions de drogue en provenance d'Amérique latine (Brésil, Colombie et Mexique) et, plus tard, pour diverses voies terrestres et aériennes de franchir la frontière sénégalaise pour traverser le Mali et la Mauritanie, vers les ports du sud de la Méditerranée, pour sauter vers l'Europe et même rejoindre les Etats-Unis.

Tant des responsables gouvernementaux que des membres des forces armées et de sécurité seraient impliqués dans ces manœuvres, ce n'est donc pas sans raison que la Guinée-Bissau, selon l'« Indice de perception de la corruption » réalisé par l'Organisation pour la transparence internationale, continue de s'aggraver par rapport à ceux publiés en 2021, par rapport au reste des pays, atteignant la position 164 parmi ceux avec la plus forte corruption dans le secteur public des 180 pays étudiés.

Face à cette réalité, le procureur général de l'État a ordonné une série d'enquêtes à cet égard, considérées par beaucoup comme une tactique temporaire.

En vérité, cette situation, qui révèle les vieilles divisions historiques qui ont traversé le pays depuis son indépendance du Portugal en 1974, a été impliquée dans divers conflits armés et une douzaine de coups d'État ou tentatives de coups d'État, donc depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui un seul président, José Mário Vaz (2014-2020), a réussi à terminer son mandat.

L'incident a commencé jeudi soir, lorsque le colonel Tchongo lui-même, accompagné d'un groupe d'hommes armés de ses forces, a attaqué un commissariat de police judiciaire dans le district de Luanda, au cœur de la ville, pour secourir le ministre de l'Économie et des Finances Suleiman. Seidi et le secrétaire au Trésor, Antonio Monteiro, arrêtés dans le cadre d'une procédure pour corruption impliquant les dix millions de dollars susmentionnés. Jeudi matin, un des ministres a reconnu ce paiement, mais selon lui il serait totalement justifié.

Les voies de fuite étant fermées au colonel Tchongo, à ses hommes et aux deux fonctionnaires libérés, ils se sont barricadés dans une caserne du quartier de Santa Luiza, où ils ont été encerclés par le bataillon du palais présidentiel et après la fusillade, Tchongo et ses gens se sont rendus.

On a appris plus tard qu'après les premières arrestations, l'armée avait continué la recherche des membres de la Brigade d'intervention rapide (BRI), les forces spéciales de la Garde nationale, qui auraient participé à la libération des responsables.

Pour beaucoup, une tentative de coup d'État qui serait la continuation de celle qui a échoué en février de l'année dernière, dans laquelle, après cinq heures de combat et onze morts, le président Embaló a accusé le trafic de drogue d'être derrière le coup d'État et dont la volonté était plus que le renvoyer, c'était de le tuer avec son Premier ministre Nuno Gomes Nabiam et d'autres hommes de son équipe.

Certaines versions, concernant la tentative de février 2022, considèrent qu'elle avait été machinée par Embaló lui-même afin de forcer la CEDEAO à envoyer des troupes pour le maintenir au pouvoir, sachant que nombreux sont ceux qui réclament sa place à tout moment du coup sanglant.

Le long chemin de la drogue

Que le trafic de drogue finance et la politique non seulement en Guinée-Bissau, mais dans la grande majorité des démocraties du monde, sont une vérité incontestable, mais dans des pays petits et pauvres comme la Guinée-Bissau, les cartels font désormais partie du paysage.

De hauts responsables comme l'ancien amiral Bubo Na Tchuto, devenu également chef d'état-major de la marine, sont l'une des personnalités les plus en vue, aujourd'hui reconnues coupables de trafic de drogue impliqué dans plusieurs tentatives de coup d'État manquées. Les États-Unis, qui l'avaient désigné comme l'un des principaux responsables du trafic de drogue dans le pays, l'ont arrêté en 2013 lors d'une opération d'infiltration au large de la Guinée-Bissau.

Pour de nombreux analystes, le président Embaló lui-même, ancien premier ministre et ancien général de l'armée, est soupçonné d'appartenir à un réseau de trafic de drogue avec d'autres personnalités politiques et militaires, même si le cheval de bataille de sa campagne électorale de 2019 avait été la lutte contre le trafic de drogue.

Bien entendu, la politique n'est pas le seul acteur dans ce contexte. En mars 2019, dans la ville de Safim, dans la région de Biombo en Guinée Bissau, à environ 15 kilomètres de la capitale, près de 800 kilos de drogue en provenance d'Amérique latine ont été découverts dans le double fond d'un camion sénégalais transportant du poisson congelé et dont le destinataire final n'était autre qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), l'une des organisations terroristes les plus puissantes opérant au Sahel. Très probablement, cette cache n'était pas réellement un achat, mais plutôt un paiement de la part de cartels connus pour utiliser non seulement Al-Qaïda, mais aussi d'autres khatibas fondamentalistes appartenant à Daesh ou à Boko Haram comme escortes pour les longues caravanes qui voyagent dans différents endroits. Les pays du Golfe de Guinée et d'autres côtes africaines se dirigent vers les ports du Maghreb pour continuer vers l'Europe et arriver d'une manière plus simple, plus sûre et plus confortable que les milliers de réfugiés qui fuient l'horreur que représentent la politique et le trafic de drogue, ainsi que d'autres facteurs rendent impossible la vie à leur place.

*Guadi Calvo est un écrivain et journaliste argentin. Analyste international spécialisé sur l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Rebelion 7 Décembre 2023

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet le divorce du sieur PETERSON PRESUME d'avec son épouse née OLGINE RENÉ, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Taïfer Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers. Compense les dépens vu la qualité des parties. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens

Donné de nous, NELSON CILIUS Juge en audience civile et publique en date du jeudi dix neuf janvier deux mille vingt-trois, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffer MOZART TASSY

Il est ordonné....etc...

En foi de quoi.....etc...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame JEAN FRITZNER CLERVEAUX née MARIE FONA CHARLES, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Romuald Grand Pierre de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge en Audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt sept Juillet deux mille vingt trois, en présence de Me ALBERT ARELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège,

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc...

PAR CES MOTIFS

Tous autres à suppléer de droit d'office et d'équité, voir le tribunal accueillir l'action en divorce introduite par le requérant pour être juste et fondée. En conséquence admettre le divorce entre lesdits époux aux torts exclusifs de l'époux pour injures graves et publiques conformément aux dispositions de l'article 217 du code civil. Prononcer la dissolution des liens matrimoniaux ayant existant entre les époux Jocelyn Vaval, la dame née Gina Félix avec les conséquences de droit; envoyer les parties par devant l'officier de l'Etat civil de carrefour pour les surplus des formalités légales; compenser les dépens en raison de la qualité des parties, ce sera justice. L'appel de la partie défenderesse a été fait, cette dernière n'a pas comparu ni personne pour elle, pourquoi ledit avocat requit défaut contre la défenderesse et pour le profit l'adjudication de ses conclusions. Le Ministère public, représenté à l'audience par Me Albert Darelus, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, consulté, conclut à l'octroi du défaut requis et à l'adjudication des conclusions du demandeur si vérifiées; elles sont justes et fondées. Le tribunal donne défaut en la forme, contre la défenderesse et pour le profit, ordonne le dépôt des pièces pour rendre son jugement séance tenante.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur RODRIGUE PIERRE, d'avec son épouse née ROSE MIRTHA JOSEPH pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'état Civil de Section Est, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS Juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi treize Juillet deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi.....etc....

AFFAIRE DU SIEUR JEAN RAPHAEL PIERRE THEARD CONTRE LA DAME LAMOTHE MERVEILLE DISPOSITIF DU JUGEMENT :

PAR CES MOTIFS. Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, valide l'action du requérant pour être juste et fondée. Maintient le défaut requis et octroyé contre la citée qui n'a pas comparu à l'audience ni personne pour elle. Pour le profit, dit et déclare que c'est illégalement que la citée, la dame Lamothe MERVEILLE occupe la maison du requérant sise à carrefour, Mahotière 85, Rue Véronique. En conséquence, ordonne son expulsion des lieux susdits. Condamne la citée à dix mille gourdes de dommages-intérêts et honoraires des avocats poursuivants aux termes des articles 1168-1169 du code civil; la condamne en fin aux frais et dépens de la procédure. Commet l'huissier Monétoile De-lusca de ce siège pour la signification du jugement avec commandement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Michel FORGEAS, S/ Juge de Paix de la Commune de Carrefour, en audience civile et publique du mardi trente-et-unième jour du mois d'octobre deux mille vingt trois. An 220e de l'Indépendance, avec l'assistance du Greffier du siège, le sieur Frantz Bazelais Casey

Il est ordonné etc...

En foi de quoi etc…

PAR CES MOTIFS AFFAIRE DU SIEUR JEAN RAPHAEL PIERRE THEARD CONTRE LES SIEUR ET DAME LOUIS PRECIL ET MARIE CAROLE DENIS DISPOSITIF DU JUGEMENT :

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, maintient le défaut requis et octroyé contre les cités qui n'ont pas comparu à l'audience, ni personne pour eux. Valide l'action du requérant pour être juste et fondée. Pour le profit, dit et déclare que c'est illégalement que les cités occupent la maison du requérant. En conséquence, ordonne l'expulsion des cités, les sieurs et dame Louis Précil et Marie Carole Denis, des lieux occupés sis à Carrefour, Mahotiere 85, Rue Benoit. Condamne les cités solidairement l'un pour l'autre à dix mille gourdes de dommages-intérêts et honoraires des avocats poursuivants aux termes des articles 1168-1169 du code civil; les condamne enfin aux frais et dépens de la procédure. Commet l'huissier Presly ROMULUS de ce siège pour la signification dudit jugement avec commandement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Michel Forgeas, S/ Juge de Paix de Commune de Carrefour, en audience civile et publique du mardi trente-et-unième jour du mois d'octobre deux mille vingt trois. An 220e de l'Indépendance, avec l'assistance du Greffier du siège, le sieur Frantz Bazelais.

Ill est ordonné etc...

En foi de quoi etc…

PAR CES MOTIFS AFFAIRE DU SIEUR JEAN RAPHAEL PIERRE THEARD CONTRE LA DAME MARIE YOLENE JOSEPHDISPOSITIF DU JUGEMENT. :

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, valide l'action du requérant pour être juste et fondée. Maintient le défaut requis et octroyé contre la citée qui n'a pas comparu à l'audience ni personne pour elle. Pour le profit, dit et déclare que c'est illégalement que la citée, la dame Marie Yolène JOSEPH, occupe la portion de terre du requérant. En conséquence, ordonne l'expulsion de la citée, la dame Marie Yolène JOSEPH des lieux occupés tout en lui faisant injonction d'enlever son abri provisoire de la portion de terre du requérant. Condamne la citée à dix mille gourdes de dommages-intérêts et honoraires des avocats poursuivants aux termes des articles 11-88-1169 du code civil. La condamne enfin aux frais et dépens de la procédure. Commet l'huissier Presly ROMULUS de ce siège pour la signification du dit jugement avec commandement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Michel FORGEAS, S/ Juge de Paix de la Commune de Carrefour, en audience civile et publique du mardi trente-et-unième jour du mois d'Octobre deux mille vingt trois. An 220e. de l'Indépendance, avec l'assistance du Greffier du siège, le sieur Frantz Bazelais.

Il est ordonné etc...

En foi de quoi etc…

Les États-Unis condamnent les Cubains à la famine



Par W.T. Whitney Jr.

Pas étonnant que les États-Unis soutiennent Israël dans son blocus illégal de Gaza. Ils font la même chose avec Cuba depuis longtemps ! Si pour les Palestiniens, l'étau a pris la forme d'un véritable siège meurtrier, le blocus que subit l'île des Caraïbes reste particulièrement ravageur, comme l'explique W.T. Whitney Jr. Sans faire de bruit, Washington est en train d'affamer les Cubains.

Le blocus économique imposé par les États-Unis à Cuba favorise les pénuries alimentaires et met des vies en danger. Le public américain doit connaître, comprendre et rejeter ce blocus, son fonctionnement et son impact. Ce n'est pas une mince affaire. Le blocus se déroule automatiquement et silencieusement ; la souffrance humaine est cachée.

Les embargos économiques sont une forme de guerre, écrit le commentateur Nicholas Mulder, qui ajoute qu'« il est peu probable que les électeurs du pays qui impose les sanctions observent ou comprennent l'intégralité des coûts des sanctions sur les citoyens ordinaires à l'étranger ».

Les victimes non combattantes de la guerre menée par les États-Unis à Gaza sont pleinement exposées au danger et c'est le gouvernement américain qui fournit les grosses armes. Les différences d'ampleur et d'immédiateté distinguent leur sort de celui des Cubains, dont l'approvisionnement en nourriture et autres produits de première nécessité est précaire.

Néanmoins, un principe commun prévaut dans les deux cas : soumettre des populations non combattantes à un danger potentiellement mortel, dans des conditions de guerre, frise le comportement criminel. C'est une raison suffisante pour imposer la fin du blocus économique américain contre Cuba.

Pas par hasard

Le blocus favorise les pénuries alimentaires. Le député du New Jersey, Robert Torricelli, a présenté la loi sur la démocratie cubaine en 1992. Le bloc soviétique s'était effondré. Cuba avait perdu 80 % de son commerce et était vulnérable. Le gouvernement américain cherchait à achever la révolution cubaine.

La loi interdit aux exportateurs étrangers affiliés à des sociétés américaines d'expédier des produits alimentaires et autres marchandises à Cuba. Des pénalités s'appliquent. Torricelli a expliqué qu'il faut « garder le pied sur le serpent, ne pas lâcher prise ».

Les entreprises exportaient auparavant pour près de 500 millions de dollars de produits alimentaires vers Cuba chaque année. La législation, toujours en vigueur, interdit aux navires d'entrer dans les ports américains pendant six mois après avoir visité un port cubain. L'effet a été d'augmenter les prix d'expédition.

En 2000, la législation américaine autorisait les exportations de produits agricoles américains vers Cuba. Les paiements se font uniquement en espèces – pas de crédits. Les frais de transport sont élevés, car les produits alimentaires doivent être transportés sur des navires américains et reviennent vides. Les exportations alimentaires américaines vers Cuba ont culminé en 2008 et ont chuté depuis.

Le blocus américain restreint les services financiers fournis par les banques et prêteurs internationaux. Sous la pression américaine, ils ne prêtent pas d'argent à Cuba et ne manipulent pas de dollars américains dans les transactions impliquant Cuba. La législation qui autorise les présidents américains à désigner d'autres pays comme sponsors du terrorisme intègre ces interdictions, assorties de sanctions.

Cuba, en tant que pays prétendu – à tort – parrainant le terrorisme, manque de crédit et souvent d'argent pour payer les importations alimentaires et développer le potentiel agricole de l'île. Cuba doit dépenser 4 milliards de dollars par an pour importer 80 % de la nourriture qu'elle consomme.

Le blocus américain provoque des pénuries qui entravent la production alimentaire. Les pénuries de carburant entravent le transport des marchandises et le fonctionnement des machines. Il y a des pénuries d'engrais, d'herbicides, de pesticides, de semences, de pièces de rechange, de nouveaux équipements, de fournitures vétérinaires, de matériel d'irrigation, de nouveaux reproducteurs et de céréales utilisées pour fabriquer des aliments pour animaux. Les limitations imposées par les États-Unis aux transferts de fonds que les Cubains-Américains envoient à leurs familles à Cuba ont interféré avec les achats de nourriture et les dépenses consacrées aux projets agricoles.

Une comparaison de la production agricole à Cuba et en République dominicaine suggère que les pénuries alimentaires sont principalement dues au blocus américain. La République dominicaine n'est pas soumise à un tel blocus. En 2021, le total de la nourriture qui y a été produite dépassait de 35,7 % le rendement de la « meilleure moyenne historique » de Cuba. Pourtant, la superficie agricole de la République dominicaine ne représente que 25 % du total de Cuba.

Certaines difficultés affectant la production agricole résultent de causes extérieures au blocus : inflation croissante ; la corruption intérieure, le vol et la spéculation monétaire ; et les pénuries de devises étrangères dues à la réduction du tourisme pendant la pandémie de Covid-19 et par la suite. Les prix élevés des denrées alimentaires et les effets du changement climatique sont des phénomènes mondiaux qui affectent la disponibilité alimentaire à Cuba.

Le gouvernement cubain n'a pas réussi à convertir les terres inutilisées de l'île en terres agricoles productives. Et peu de jeunes Cubains sont attirés par l'agriculture ; seulement 15 % des Cubains vivent à la campagne.

Des étagères vides

Interviewé récemment, le ministre de l'Agriculture, Ydael Jesús Pérez Brito, souligne que le secteur agricole n'a obtenu que 40 % du carburant diesel dont il a besoin, 4 % des engrais nécessaires et 20 % des aliments indispensables au bétail.

Il rapporte que la production porcine est passée de près de 200 000 tonnes en 2017 à 16 500 tonnes en 2022, en partie à cause de la disponibilité de seulement 14 % du carburant nécessaire. Les riziculteurs produisent 10 % des niveaux de production récemment atteints. La production actuelle de haricots et de maïs représente respectivement 9% et 30% des rendements de 2016.

Manuel Sobrino Martínez, ministre de l'Industrie alimentaire, indique que l'industrie alimentaire en général, et celle du lait en particulier, a chuté sur trois ans à 50% de sa capacité. Il décrit une baisse de 46 % sur un an du lait reçu pour être transformé en lait en poudre, et rapporte qu'une tonne de lait coûte désormais 4 508 dollars, contre 3 150 dollars en 2019.

La disponibilité d'huile de cuisson a diminué de 44 % en un an ; son coût est passé de 880 dollars la tonne en 2019 à 1 606 dollars aujourd'hui. La transformation du blé est à moitié de sa capacité. L'activité de pêche a chuté de 23 % depuis 2022 ; 60 bateaux ne fonctionnent pas parce que les moteurs sont chers et que les fournisseurs refusent de vendre ou exigent des devises. Le ministre a déclaré qu'il devait choisir entre « du lait en poudre, ou du blé, ou des moteurs ».

L'essentiel, selon un observateur, est qu'« en raison des faibles rendements agricoles, la production alimentaire totale en 2022 est tombée à 26 % [de la nourriture produite] en 2019 ».

Le président cubain Miguel M. Díaz-Canel a récemment déclaré à un journaliste : « Ils nous ont mis dans une situation de pression maximale, d'asphyxie économique pour provoquer l'effondrement de la Révolution, pour briser l'unité entre la direction et le peuple, pour anéantir l'œuvre de la Révolution. »

La production est faible, a-t-il souligné, et « le problème fondamental du pays est le manque de devises étrangères ». Díaz-Canel a rajouté : « On doit profiter des possibilités dont nous disposons en tant qu'État socialiste pour planifier et distribuer les ressources disponibles afin de donner la priorité à la production qui pourrait nous offrir plus de possibilités, et aussi pour protéger les personnes qui pourraient se trouver dans une situation de détresse sociale. »

La sombre réalité, dont l'insuffisance alimentaire n'est qu'un aspect, démontre que le moment est venu d'agir et de transmettre des messages suffisamment forts pour mettre enfin fin au blocus américain. La souffrance et la détresse aux mains des États-Unis provoquent le dégoût, tout comme la complicité des États-Unis dans les attaques contre les hôpitaux de Gaza et les meurtres des non-combattants.

Un élément clé de la détresse des Cubains est le manque de devises et de crédit. Le président Biden n'a qu'à retirer Cuba de la liste américaine des pays parrainant le terrorisme pour leur fournir une aide humanitaire et restaurer une certaine liberté d'action au gouvernement cubain. Un assouplissement des conditions de vie actuelles entraînerait sûrement une diminution du nombre de migrants cubains se dirigeant vers les États-Unis.

Si le gouvernement américain vivait en paix avec Cuba, cela ne violerait guère les principes de base pour faire la guerre. Ce serait le cas



si les États-Unis s'opposaient à la guerre d'Israël à Gaza : cela perturberait le respect de la mémoire historique de l'allié israélien, les profits des fabricants d'armes américains et le soutien apporté à Israël en tant que tête de pont US pour le contrôle régional.

Que perdraient les dirigeants américains en abandonnant le blocus ? Rien de plus que la gratification politique que leur procure leur lutte contre le communisme et leur opposition aux efforts de Cuba pour réorganiser l'arrière-cour US de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Counter Punch
17 novembre 2023
Traduit de l'anglais par Nora Yata (essayiste et traductrice québécoise)
Investig'Action
7 décembre 2023

Irak : « Nos doigts sont sur la gâchette jusqu'à ce que tous les Américains soient expulsés »



Le groupe antiterroriste irakien, Kataeb Hezbollah. ©Fars News

Un important groupe antiterroriste irakien affirme que ses forces resteront prêtes, « les doigts sur la gâchette », jusqu'à l'expulsion complète de toutes les forces d'occupation américaines du pays.

Les Kataeb Hezbollah (Hezbollah irakien) ont fait cette annonce dans un communiqué publié ce dimanche 10 décembre. Ces brigades font partie des Unités de mobilisation populaire qui regroupent les mouvements de résistance en Irak. Ces Unités ont été reconnues par le gouvernement de Bagdad comme une force légitime pour défendre le pays contre les menaces à la sécurité, en particulier celles posées par les groupes terroristes.

Les Kataeb Hezbollah ont déclaré aussi dans une note que les mêmes combattants de la Résistance qui avaient réussi à vaincre le groupe terroriste Daech, de fabrication américaine, les mêmes maintiendront leur préparation à la guerre jusqu'à ce que les Américains soient complètement et définitivement expulsés d'Irak.

En 2017, les Unités de mobilisation populaire d'Irak ont joué un rôle décisif en aidant l'armée irakienne à vaincre le groupe terroriste Daech, un groupe que les Kataeb Hezbollah décrivent comme une création des États-Unis et de leurs alliés.

Le groupe terroriste avait établi une présence majeure en Irak et en Syrie voisine en 2014, alors que Washington était à court d'excuses pour étendre sa propre présence militaire dans toute l'Asie de l'Ouest. Les États-Unis et leurs alliés se sont ensuite rendus dans les deux pays arabes sous prétexte de déraciner les terroristes peu après l'émergence de Daech. Les terroristes de Daech ont cependant rapidement envahi de vastes étendues de territoires en Irak et en Syrie, tuant des milliers de civils et de membres des forces de sécurité.

Kataeb Hezbollah ont décrit l'effondrement des forces de sécurité irakiennes face aux terroristes comme « une conspiration ourdie par les États-Unis et leurs outils [régionaux] ».

Cette situation s'est poursuivie jusqu'à ce que le grand Ayatollah chiite irakien, le grand Ayatollah Ali Sistani, publie une fatwa (décret religieux), exhortant les Irakiens à prendre les armes contre le groupe terroriste Daech. Son décret a conduit à la formation des Unités de mobilisation populaire, également connues sous leur nom arabe Hachd al-Chaabi. La fatwa *« émise au plus fort des affrontements [avec Daech] a considérablement modifié l'équation et a provoqué l'arrivée d'une grande vague de volontaires des Hachd al-Chaabi sur le front »*, ont déclaré les Kataeb Hezbollah.

Le groupe a ajouté que le gouvernement irakien avait demandé l'aide des combattants de la Résistance après la chute des provinces du nord et de l'ouest du pays face aux terroristes et après l'avancée de ces derniers vers la capitale, Bagdad.

Les Kataeb Hezbollah se sont joints à une campagne régionale en Irak, en Syrie, au Yémen et au Liban pour cibler les intérêts américains et israéliens dans la région depuis qu'Israël a lancé une agression à grande échelle contre la bande de Gaza début octobre avec le soutien direct des États-Unis.

Le mouvement a mis en garde contre une escalade des attaques contre les forces américaines en Irak si Israël poursuit son agression brutale contre la bande de Gaza. Les forces de la Résistance irakienne ont lancé plus de 60 attaques contre les forces américaines en Irak et en Syrie depuis le début de la guerre israélienne contre la bande de Gaza. La Résistance irakienne cible les bases militaires américaines en Syrie et en Irak en représailles à la guerre menée par Israël contre la bande de Gaza.

PresseTV 11 Décembre 2023

Pérou : Qu'ils s'en aillent tous !



«Qu'ils s'en aillent tous !»

Par Adalberto Santana

Les protestations qui ont débuté entre le 7et le 9 décembre 2023, se sont prolongées et s'étendront certainement pendant plus de temps encore dans diverses villes et villages du Pérou sont porteuses des revendications de libération de différents dirigeants, politiques, sociaux et populaires, détenus dans différentes prisons (parmi eux, le président déposé par le Congrès, Pedro Castillo Terrones; d'un changement radical de la Constitution Politique actuelle, de l'installation d'une nouvelle Assemblée Constituante et évidemment de la démission de la présidente usurpatrice (Dina Boluarte) et des membres du Congrès de la République. Il s'agit de points du programme de larges secteurs syndicaux, populaires,

suite à la page(19)

Argentine : Déclaration de la Plénière nationale du syndicalisme combatif avant l'investiture du nouveau gouvernement

A bas le plan d'ajustement à la tronçonneuse de Milei et du FMI

Nous appelons l'unité la plus large des travailleurs salariés et chômeurs à se mobiliser le 20 décembre.

Le président Milei a déjà annoncé son plan de gouvernement : mégadévaluation, licenciements massifs dans l'État, augmentation des taux d'intérêt, privatisations, réforme des retraites et du travail, attaques contre la santé, la science et l'éducation, et toujours plus de dettes pour sauver les affaires des banques avec le Léliques. C'est-à-dire un ajustement orthodoxe sévère et des réformes réactionnaires qui cherchent à balayer les acquis sociaux et les droits démocratiques, de genre et environnementaux, qui ont coûté des années de lutte.

Pendant la campagne, il a déclaré que l'ajustement allait se faire avec la caste, mais la caste est dans son cabinet d'accord avec Macri. Avant même son entrée en fonction, il a reconnu que nous étions confrontés à deux années de stagflation, ce qui signifie que nous, les travailleurs, devons payer les dégâts causés par la crise, avec des salaires de misère, de la flexibilité et du chômage.

La responsabilité du gouvernement Alberto-Cristina-Massa dans l'émergence de Milei ne peut être cachée : il s'est ajusté, s'est soumis au Fonds et a déçu ceux qui pensaient qu'il allait changer le cours du désastre du précédent gouvernement Macrista. Ils bénéficièrent du soutien de la bureaucratie syndicale, qui n'appela à aucune grève générale malgré la sévérité de l'ajustement.

La transition avec le gouvernement péroniste se développe pour garantir la gouvernabilité de Milei. Avec une inflation de 140%, avec un Congrès prêt à s'occuper du budget 2024 de Milei, avec une dévaluation des exportations à 650 dollars réalisée par Massa, qui se concentre sur les prix alimentaires, laissant des milliers d'employés, stagiaires et monotributistes précaires dans l'État, à la merci de la tronçonneuse imminente, ainsi que la démolition du pouvoir d'achat des retraites et des plans sociaux.

Le patronat est enhardi par l'avancée de la droite et les gouverneurs procèdent déjà à des licenciements et à des plans de retraite volontaire dans des dizaines d'usines et de travaux publics.

Mais ni le nouveau gouvernement ni le patronat n'ont de ligne claire. Nous allons vers de nouveaux affrontements sociaux. Tout comme nous avons affronté la réforme des retraites et vaincu la réforme du travail de Macri en 2017, comme le peuple de Jujuy qui s'est rebellé contre l'ajustement de Morales, le Front de Lucha et l'Unidad Piquetera, ainsi que d'autres secteurs des mouvements sociaux étaient à nos côtés. Leader de la mobilisation contre l'ajustement du gouvernement Frente de Todos dans les 4 ans, les travailleurs et les secteurs populaires vont affronter l'ajustement Milei et défendre leurs droits. La Plénière du syndicalisme combatif (PSC) est au service de l'organisation de cette lutte.

Organisons et exigeons des assemblées, des séances plénières des délégués et un plan de lutte de toutes les centrales syndicales.

La bureaucratie syndicale et les mouvements sociaux se sont réunis au sein de la CGT pour proclamer



Table nationale de la Plénière du syndicalisme combatif (PSC)

leur unité, non pas pour lutter, mais pour attendre et chercher une solution négociée avec le gouvernement Milei. « Chaque fois qu'ils voudront toucher à un droit des travailleurs, nous serons les premiers à descendre dans la rue », ont-ils déclaré, comme si de rien n'était.

Ils détournent le regard lorsque l'ajustement s'adresse à l'ensemble de la classe ouvrière, et pas seulement aux fonctionnaires. S'ils terminent les travaux publics, 250 mille collègues de l'UOCRA descendront dans la rue. Nous avons déjà des licenciements à FelFort, à Sancor Santa Fe, à Bridgestone et à Mirgor, l'entreprise familiale du ministre de l'Économie Caputo, à Vaca Muerta et des départs à la retraite volontaires chez Nissan-Renault et Mercedes Benz, tandis que Toyota a annoncé la fin des augmentations bimensuelles pour les non-membres. Il y a des assemblées parmi les travailleurs des médias publics et à Senasa, une grève de 72 heures est en cours.

Le CTA ne s'est pas non plus prononcé sur la préparation du combat. L'ATE, face à l'imminence des licenciements dans la zone, s'est déclarée en alerte et en mobilisation, sans annoncer de mesures claires et unifiées.

Le 20, tout le monde descend dans la rue, avec ceux qui se battent, pour empêcher l'adaptation de Milei.

Depuis la Plénière du syndicalisme combatif (PSC), nous pensons que la crise doit être payée par ceux qui l'ont prise et qui l'emportent à la pelle, et non par les travailleurs, avec l'inflation et les licenciements.

Et nous appelons à promouvoir des assemblées, des séances plénières et des auto-convocations dans tous les syndicats, pour organiser la réponse du mouvement ouvrier contre le gouvernement des patrons, des banques, des usuriers et du FMI.

Nous appelons à entourer de solidarité les luttes qui se développent et à préparer la lutte sur tous les lieux de travail. Exiger un plan de lutte national des centrales électriques. La Plénière du syndicalisme combatif (PSC) est créée pour articuler le soutien à tous les conflits, promouvoir leur coordination et parvenir à leur succès.

Mobilisons-nous mercredi 20 décembre pour la défense du travail, des salaires, des retraites, de la santé et de l'éducation, en lançant un plan d'action.

Le 20, descendons dans la rue, pour soutenir ceux qui se battent en ce moment, comme Sutna, qui revendique l'égalisation des salaires chez Pirelli et a imposé une parité indexée face à l'inflation croissante, comme les enseignants d'Adosac. de Santa Cruz qui sont revenus aux grèves hebdomadaires pour augmenter les salaires, ainsi qu'aux travailleurs de Mondelez dans la lutte contre la flexibilité du travail et aux travailleurs de la Clinique Virreyes. Comme le mouvement piquetero qui s'est mobilisé pour ses revendications urgentes contre la faim. Comme l'ont proposé les syndicats d'enseignants combatifs réunis à Cordoue avec l'UEPC Capital récupéré, comme l'a proposé l'AGD-UBA à tout le syndicalisme universitaire et au mouvement étudiant. Comme l'ALE, le Garrahan, les syndicats de la santé et le combatif syndicat enseignant Ademys du CABA qui continuent de se mobiliser aujourd'hui contre Jorge Macri.

Le 20 décembre, dans l'unité et la mobilisation des travailleurs salariés et chômeurs, menons la première action pour lutter contre l'ajustement Milei, en :

– Réouverture immédiate des coentreprises et augmentation générale des salaires, pensions et plans sociaux conformément au coût réel de la vie avec ajustement mensuel automatique face à l'escalade de l'inflation.

– Pas de licenciement. Assez de précarité et place au staff efficace de tous ceux embauchés.

– Non au paiement de la dette, rupture avec le FMI, réforme fiscale progressive, laisser les capitalistes payer la crise.

– Par des séances plénières avec mandats d'assemblée de tous les syndicats et organisations de chômeurs qui exigent et imposent à la CGT et à la CTA un plan de lutte contre l'offensive du patronat, de Milei et des gouverneurs.

Nous appelons tous les secteurs à s'entendre pour organiser une grande mobilisation unitaire pour le mercredi 20 décembre 2023.

Résumé latino-américain, 9 décembre 2023

Burkina Faso: nouvelle gifle anti-France

Le Burkina Faso envisage de reléguer le français de "langue officielle" à "langue de travail" et d'utiliser "les langues nationales comme langue officielle", selon un projet de loi portant révision de la Constitution, adopté mercredi en conseil des ministres et relayé par les médias locaux.

Selon le compte rendu du conseil des ministres, « *ce projet de révision de la Constitution s'inscrit dans le cadre de la réalisation d'une des principales missions de la Transition qui consiste à engager des réformes politiques, administratives et institutionnelles en vue de renforcer la culture démocratique et consolider l'Etat de Droit* ».

Le changement de langue officielle est présenté parmi les « *innovations majeures de ce projet de loi* ».

« *L'érection des langues nationales en langues officielles en lieu et place du français qui devient la langue de travail* », figure en première ligne des changements dont les autorités de la transition envisagent d'apporter.

D'autres réformes sont ainsi prévues, comme "l'élargissement des missions du Conseil constitutionnel", "le réaménagement de la composition du Conseil supérieur de la magistrature", ou encore "*la suppression de la Haute Cour de justice pour confier le jugement des dirigeants politiques aux juridictions de droit commun*".

Le projet de loi adopté en conseil des ministres sera soumis à l'Assemblée législative de Transition pour adoption.

Ainsi faisant, le Burkina Faso rejoint le Mali dans la relégation du français en langue de travail. La lutte anti-néocoloniale du trio Mali-Burkina-Niger est une lutte multidimensionnelle qui s'étend de jour en jour et est prête à être exportée partout en Afrique.

PresseTV
8 décembre 2023



Le gouvernement de Transition du Burkina Faso au cours du Conseil des ministres du 6 décembre 2023, a relégué le français au simple statut de « langue de travail »

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com



HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

HOME IMPROVEMENT

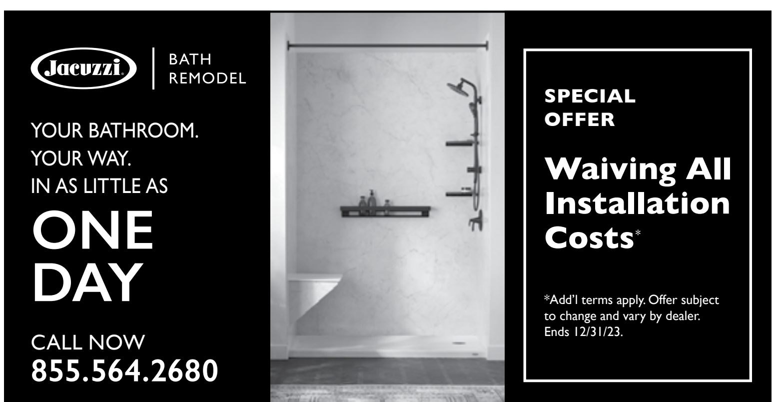
AGING ROOF? NEW HOMEOWNER? STORM DAMAGE? You need a local expert provider that proudly stands behind their work. Fast, free estimate. Financing available. Call 1-888-920-9937

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

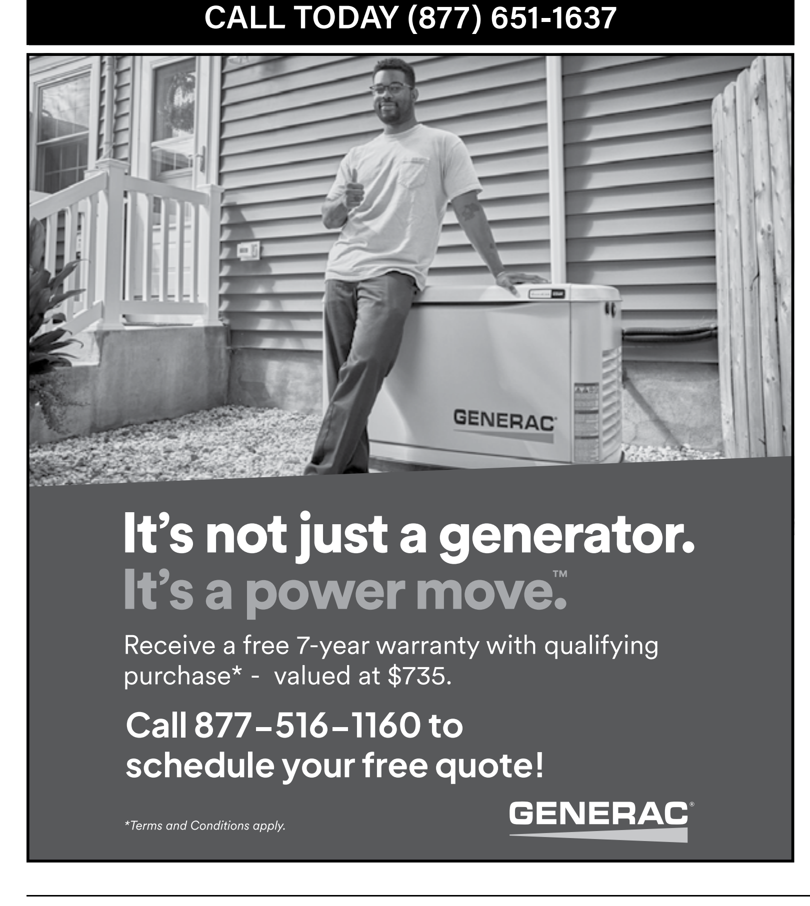
SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277.













Suite de la page (17)

communaux et politiques du Pérou, qui se résument en une consigne clé de la grande mobilisation de masse de la société péruvienne : «Qu'ils s'en aillent tous !»

Pour le premier anniversaire du coup d'Etat par lequel a été destitué et emprisonné le président Castillo, les secteurs ultra-conservateurs que dirige la présidente putschiste Dina Boluarte, ce qu'on appelle le Tribunal Constitutionnel ont tenu une réunion frauduleuse, composée uniquement de quatre magistrats, et en l'absence de deux qui n'ont pas été convoqués.(Manuel Monteagudo Valdez et César Ochoa Cardich). Lors de cette réunion, il a été décidé par le magistrat Francisco Morales (président), Luz Pachecho,(vice-présidente) et Gustavo Gutierrez, et avec le vote contre de Helder Dominguez, de signer la résolution qui a accordé sa libération à l'ancien président et ancien dictateur du Pérou Alberto Fujimori.

Souvenons nous que l'ancien président de 85 ans a été condamné à 25 ans de prison pour son implication en tant qu'auteur dans l'assassinat de 25 citoyens péruviens en 1991 et 1992, assassinat qu'il avait autorisé lors d'une étape de son gouvernement quand on combattait la guérilla dans le pays. Ainsi, sa libération de la prison dans laquelle il purgeait sa peine a été, sans aucun doute, une façon pour l'extrême droite péruvienne de célébrer le coup d'Etat du 7 décembre 2022. Mais ce fut aussi une autre expression du pouvoir de la famille Fujimori, de son alliance avec les secteurs qui dominent dans la présidence, de ses compromissions avec le pouvoir judiciaire et avec l'armée et la sécurité péruviennes.

Dans ce scénario politique figure aussi l'incapacité des secteurs gouvernants à rétablir l'économie du pays qui traverse une grave crise. L'action d'une nation essentiellement minière montre que la présidente péruvienne a obtenu un terrible échec dans le rétablissement de la situation économique, échec que montre un terrible effondrement des investissements et ces mêmes conditions ont accéléré et accumulé le mécontentement économique et politique de larges secteurs sociaux du pays. À toute cela s'ajoute la crise de crédibilité du Gouvernement quand le procureur général a été suspendu à cause d'une enquête criminelle dans le Ministère Public.. Il s'agit du procureur qui a présenté fin novembre l'accusation constitutionnelle pour délit d'homicide dans laquelle Dina Boluarte figure comme responsable de plus de 50 morts.

Dans la région latino-américaine, la reconnaissance du Gouvernement de Boluarte continue à se détériorer. Par exemple, le dur rafraîchissement des relations diplomatiques avec le Gouvernement mexicain que dirige le président André Manuel Lopez Obrador est plus qu'évident. D'un côté, il a souligné que le Mexique avait accordé l'asile politique à la famille du président déposé par le coup d'Etat. Pour ce fait, le Gouvernement de la présidente péruvienne a expulsé l'ambassadeur mexicain (Pablo, Monroy) au Pérou. Mais AMLO a aussi déclaré lors de son voyage au mois de septembre en Colombie et au Chili qu'il éviterait que l'avion qui le transporte traverse l'espace aérien péruvien car il pourrait y avoir un problème avec le Gouvernement de Boluarte. « Comme nous ne voulons pas qu'ils nous fassent une merde parce que, comme c'est de notoriété publique, nous n'avons pas de bonnes relations avec le Gouvernement du Pérou, nous n'allons pas demander à passer par l'espace aérien péruvien. Nous allons faire un tour pour arriver à Santiago du Chili. Nous allons voler plus longtemps, peut-être une heure de plus en faisant le tour. » Le même Lopez Obrador a qualifié Boluarte de « fausse ». Ce à quoi le Gouvernement péruvien a répondu que le président mexicain était « persona non grata pour les autorités péruviennes. »

La situation est la même avec le Gouvernement de Colombie du président Gustavo Pétro qui, avec le président du Mexique, a refusé de reconnaître Boluarte comme présidente légitime du Pérou. Une position qui a également été prise par d'autres présidents de la région latino-américaine. Cela a mis une évidence d'isolement diplomatique de Boluarte qui représente ce qu'il y a de plus rance dans l'oligarchie économique et politique péruvienne. Ce qui explique que dans de larges secteurs du peuple péruvien la consigne « qu'ils s'en aillent tous! » courre de plus en plus.

TeleSur 9 Décembre 2023
Traduction Françoise Lopez
Pour Bolivar Infos
12 Décembre 2023

Suite de la page (20)

qui se soient élevées pour un renversement de la situation. Parmi ces voix; celle de Kémi Séba.

Réagissant aux développements survenus depuis le 7 octobre, Kémi Séba remonte aux origines du colonialisme et indique qu'il pense que nous ne sommes pas encore sûrs d'en finir d'avec cette horreur. Il cite comme exemples le cas de l'Australie et des aborigènes qui n'ont jamais eu une reconnaissance des atrocités subies par la loi australienne et qui ont été aussi dépossédés de leurs terres tout comme les Palestiniens.

Il rappelle aussi que cela a été le cas pour les mauritaniens à un moment donné de l'histoire de ce pays.

Il note néanmoins que la date du 7 octobre ; c'est à dire celle de l'agression israélienne de la Palestine est très importante et qu'elle est à retenir car selon lui cet événement a permis une fois de plus aux forces oligarchiques de s'unir et au lobby sioniste, le plus influent des lobbies en Occident d'entrer en action.

En conséquence, les événements de ces dernières semaines ont attisé la colère des populations qui en avaient marre de voir le colonialisme s'opérer sans qu'elles puissent réagir. Elles ont ressenti la nécessité voire le devoir de s'unir pour condamner ces crimes contre l'humanité pour qu'ils cessent une fois pour toutes.

Kémi Séba a exprimé le regret que le sujet n'ait pas touché plus de personnes à travers le monde et il a rappelé une fois de plus que le crime contre l'humanité est polymorphe et global et que la condamnation doit par conséquent être globale.

Séba a souligné qu'il fallait rester impartial et ne pas condamner plus ou moins un crime suivant là où il survient.

Pour lui, la condamnation est sans retour pour des cas comme la Palestine, car il s'agit de situations dramatiques.

Concernant la Palestine, Kémi Séba a expliqué que le conflit qui remonte aux années 1970 a permis de polariser les forces entre ceux qui se prétendent être des démocrates mais qui en réalité sont les alliés du colonialisme ; soulignant que l'on banalise malheureusement aujourd'hui beaucoup trop souvent le colonialisme.

Concernant l'apartheid, il a voulu donner un exemple simple pour l'expliquer en disant qu'il y a deux types de séparation. La séparation aux termes d'un accord où les parties estiment comme dans un couple qu'elles ne s'entendent pas et donc chacune vit de son côté, sans une quelconque oppression et une autre forme de séparation qui se fait avec force, domination, discrimination et sentiment de supériorité.

Il a rappelé aussi la dimension de la dépossession des biens en rappelant que les Israéliens ont volé les terres des Palestiniens qu'ils discriminent. Il a dit à ce titre que les Palestiniens sont dépossédés de leurs terres, tout comme l'ont été par exemple les aborigènes ou encore les Mauritaniens.

PresseTV 8 Décembre 2023

Kémi Séba, figure anticoloniale et idéologue panafricaniste dénonce le régime israélien !

Kémi Séba, la principale figure de l'anti-colonialisme en Afrique a donné un entretien à Presstv concernant les atrocités qui sont commises par Israël et depuis plusieurs semaines à Gaza. Nous avons repris les termes de cet entretien.

Ce qui se déroule à Gaza n'a rien de neuf pour le monde qui a vu le colonialisme, la dépossession de terres et le génocide plus d'une fois. Il en a été ainsi pour les noirs, pour les aborigènes d'Australie et pour plus d'une nation. Les méthodes ont quasi toujours été les mêmes: déposséder par une voie ou une autre un groupe de population de ses biens pour mieux s'emparer de ses richesses.

Il s'agit d'un système généralisé dans lequel des puissances s'entre-aident et créent des lois qui ne leur profitent qu'à elles; pour maintenir leur survie; au détriment des autres.

Les sociétés occidentales sont cruelles. On voit la cruauté dans les écoles, dans les universités et dans le travail. C'est la loi du plus fort et du plus mâlin; de celui qui s'est créé le plus de réseaux possibles. Il y a certainement en dessous une certaine misère affective et morale qui permet à des sociétés entières de fonctionner comme cela; de manière égocentrée.

Il va sans dire que les pays africains ont souffert tout au long de l'histoire de l'humanité. C'est donc normal que parmi les jeunes africains, il y a des voix

suite à la page(19)

La journaliste de PresseTV et Kémi Séba